

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 529

Juillet-Août-Sept. 2018

55^e année -1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Attaque générale contre les retraites.
- Manifeste du Parti Communiste International sur la grève générale (juin 1968)
- A Mayotte crise sociale que seul le prolétariat peut combattre
- Iran: La colère ouvrière défie la dictature sanguinaire des mollahs
- Nicaragua. Fin du sandinisme
- La CNT-SO et l'école bourgeoise
- Vague de grève dans l'éducation aux Etats-Unis.
- Italie. Soumaila Sacko
- Le «miracle économique indien»

«Populistes» contre «progressistes»: Derrière les querelles de façade, des bourgeois complices dans la mort de milliers de migrants

Au mois de juin, les dirigeants européens ont exposé leurs «désaccords» (de façade) sur la «question des migrants». Les gouvernements qualifiés de «populistes» par les intellectuels et les médias bourgeois ont gonflé les muscles pour affirmer leur volonté de stopper l'arrivée des migrants sur leur territoire. Le gouvernement Macron, qui sans rire se qualifie de «progressiste» leur a fait la leçon tout en fermant ses frontières de façon aussi drastique que les «populistes» tout en persécutant les migrants et en réprimant leurs soutiens et en faisant finalement voter une énième loi répressive sur l'immigration.

AFFAIRE AQUARIUS: LA RÉPUGNANTE HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Lorsque le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini (membre la *Liga*, parti d'extrême droite associé au gouvernement au «*Mouvement 5 Etoiles*»

(Suite en page 2)

Mai-Juin 68 et le mythe de la grève générale

Il y a cinquante ans avait lieu la plus grande grève générale de l'histoire du mouvement ouvrier en France (et l'une des plus grandes au niveau international): des millions de prolétaires de toute catégorie cessant le travail souvent pendant plusieurs semaines, occupant jour et nuit usines et entreprises, des plus petites bourgades aux grands centres industriels, entraînant parfois dans leur mouvement paysans et couches petites bourgeoises. Le nombre de grévistes a été estimé entre 6 et 11 millions (pour un nombre total de salariés de 15 millions); le chiffre du nombre de journées de travail perdues, toujours aléatoire dans les statistiques officielles, fut impossible à déterminer étant donné que leur nombre était trop important. Le ministère du travail donna une estimation de 150 millions de journées de grève uniquement pour le secteur privé et aucune pour le secteur public. Le précédent record était de près de 23 millions de journées de grève en 1947 (on ne dispose pas de chiffres pour 1936, mais le mouvement

est souvent considéré comme ayant été trois fois plus faible) (1).

L'année 1968 fut une année chaude au niveau international. Les mouvements étudiants, agissant comme des sismographes au-delà de leurs objectifs propres indiquent parfois la montée des tensions sociales plus profondes; ce fut alors le cas, que ce soit les luttes étudiantes en Allemagne, en Italie, les manifestations de jeunes contre la guerre du Viet-Nam aux USA, déjà secoués par les émeutes noires, les luttes au Sénégal ou au Mexique (avec la sanglante répression de la «Place des Trois Cultures» qui fit des centaines de morts), le mouvement de réformes en Tchécoslovaquie, écrasé par l'intervention soviétique, etc.

Mais c'est en France que cette agitation servit de déclencheur à un mouvement prolétarien d'ampleur exceptionnelle. La grève générale illimitée fut une décision autonome des prolétaires sur

(Suite en page 7)

Le capitalisme mondial de crise en crise (2)

(La première partie de cet article est parue sur le n°527 du Prolétaire)

GUERRE COMMERCIALE?

Depuis quelques mois, la menace d'une guerre commerciale déclenchée par le gouvernement américain fait la une des médias, inquiète les chancelleries et trouble les boursicoteurs. Au cours de sa campagne électorale, Trump n'avait cessé de s'en prendre à la Chine qu'il accusait de concurrence déloyale ainsi qu'aux divers traités commerciaux internationaux dénoncés comme désavantageux pour son pays. Dans les premiers mois qui suivirent son accession à la présidence, ces déclarations parurent ne

pas devoir avoir de traduction pratique vraiment sérieuse.

Mais en mars dernier Trump annonça solennellement des taxes de 25% sur les importations d'acier et de 10% sur celles d'aluminium aux Etats-Unis, au nom de la «sécurité nationale»; les règles de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce, institution censée régir les échanges commerciaux internationaux justement pour éviter les guerres commerciales qui eurent des effets dévastateurs dans les années trente du siècle dernier) autorisent en effet l'imposition de taxes dans un tel cas. Les pays occidentaux, notamment le Canada et

(Suite en page 3)

«Populistes» contre «progressistes» Derrière les querelles de façade, des bourgeois complices dans la mort de milliers de migrants

(Suite de la page 1)

qui partage ses positions anti-immigrés) refusa de laisser accoster le navire Aquarius qui avait sauvé plus de 630 migrants en détresse en Méditerranée, Macron dénonça le «cynisme» et l'«irresponsabilité» du gouvernement italien tandis que le porte-parole du parti macronien (LRM) déclarait que l'attitude italienne était «à vomir».

Mais ce qui est vraiment à vomir, c'est l'hypocrisie du gouvernement français!

Salvini a eu beau jeu de répliquer que celui-ci s'était engagé en 2015, dans le cadre des accords européens dits de «relocalisation», à accueillir 9610 réfugiés présents sur le sol italien, mais qu'il n'en avait en fait accepté que... 640 (1); il a eu beau jeu de rappeler que la police française bloque les frontières avec son pays et refoule systématiquement les migrants, ce que ne faisait pas jusqu'ici l'Italie.

Il aurait pu aussi rappeler que de 2015 à 2017, selon les chiffres d'Eurostat (2), l'Etat policier français n'a accordé un statut de réfugié (en fait mesures de «protection») qu'à 1,5 personne pour mille habitants, contre 1,7 pour l'Italie, 2,7 pour la Belgique, 7,3 pour la Grèce, 9,5 pour l'Autriche, 11 pour l'Allemagne, 13,5 pour la Suède, etc. Il est vrai que certains Etats ont fait beaucoup moins encore: 0,8 pour la Grande-Bretagne, 0,3 pour l'Espagne, 0,04 pour la Pologne...

Mais, parce qu'il pense sans doute faire de même, il ne pouvait rappeler que le gouvernement français venait de faire adopter par le parlement une loi contre les migrants et les sans-papiers dépassant tout ce qu'avait envisagé Sarkozy...

L'indignation suscitée par l'hypocrisie du gouvernement français qui s'est bien gardé de laisser accoster l'Aquarius dans un port français (les élus nationalistes corses avaient mis Paris dans l'embarras en proposant de l'accueillir dans un port corse) et l'attitude des autres gouvernements européens est plus que légitime; mais il importe de comprendre que la solidarité avec les prolétaires migrants doit se situer sur une base de classe et non pas sur une base humanitaire et de bons sentiments. C'est le capitalisme qui pousse les migrants à risquer leur vie en quittant leur pays d'origine dans l'espoir de trouver ailleurs du tra-

vail ou simplement pour fuir les guerres. Les bourgeois essaient de faire de savantes distinctions entre «migrants économiques» à refouler sans hésiter, et «réfugiés» à accepter au compte-gouttes. Pour les communistes, il s'agit de prolétaires qui sont objectivement appelés à rejoindre la grande armée qui demain abattra le capitalisme international.

Les migrations prolétariennes sont aussi vieilles que le capitalisme; face à ce phénomène tout sauf nouveau, l'attitude communiste est définie par le vieux cri de bataille: **les prolétaires n'ont pas de patrie!**

UNE POLITIQUE MEURTRIÈRE DE REFOULEMENTS DE MIGRANTS EN ALGÉRIE

Derrière le battage sur des cas spectaculaires comme celui de l'Aquarius, tous les Etats européens ont décidé de sous-traiter le contrôle de l'immigration – avec tout le cortège de violences et de souffrances qui l'accompagne – aux Etats bourgeois de la rive Sud de la Méditerranée.

Cette politique ignoble a été illustrée par la déportation à travers le Sahara de plus de 13 000 réfugiés et migrants, y compris des femmes enceintes et des enfants. Cette déportation a été mise en œuvre par les forces de répression algérienne au cours des 14 derniers mois. Les migrants expulsés par l'Algérie viennent de pays d'Afrique subsaharienne, notamment du Niger, du Mali, de la Gambie, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Liberia et d'autres. Ces faits ont été révélés par l'Associated Press qui a diffusé des vidéos montrant des centaines de migrants pris dans une tempête de sable et des convois de camions bondés.

Les réfugiés sont envoyés dans le désert saharien sans nourriture ni eau, dans de nombreux cas, après avoir été dépouillés de leur argent et de leurs téléphones portables, et parfois sous la menace des armes des flics et militaires algériens. Ils sont contraints de parcourir des centaines de kilomètres en direction du Niger sous des températures qui peuvent atteindre les cinquante degrés.

Beaucoup de ces déportés sont morts de faim, de soif ou d'insolation. Certains sont portés disparus car ils se sont perdus dans les immensités désertiques. Des femmes enceintes ont dû ac-

coucher dans le désert, leurs enfants n'ont pas pu survivre à ces conditions inhumaines.

LA RESPONSABILITÉ CRIMINELLE DES PAYS EUROPÉENS

Cette politique meurtrière répond à la demande des pays de l'Union européenne qui incitent les pays d'Afrique du Nord à devenir leurs gardes-frontières, chargés de tarir les flux migratoires par l'intimidation, la violence et la mort.

Tous les gouvernements européens veulent créer des camps de «dépistage des migrants» en Algérie, en Egypte, en Libye, au Maroc, au Niger et en Tunisie. En Libye, la Garde côtière – financée, formée et dirigée en partie par l'Italie et d'autres puissances européennes – a pour objectif d'arrêter les migrants et de les ramener en Libye où ils risquent l'internement dans des camps où la torture et les exécutions sont monnaie courante et certains sont vendus comme esclaves.

Les dirigeants européens ont tous le sang des migrants et des réfugiés sur les mains. Selon l'Organisation internationale des migrations, plus de 30 000 personnes sont mortes dans le désert depuis 2014. C'est la conséquence directe des politiques migratoires et de la misère et des guerres que les impérialistes sèment en Afrique.

Toutes les forces bourgeoises se déchaînent contre les réfugiés et les migrants, tout comme ils se déchaînent contre les «immigrés» c'est-à-dire, aux yeux des racistes, tous ceux qui ont la peau trop foncée à leur goût ou qui sont musulmans (ou supposés l'être).

L'offensive anti-immigrés est une arme contre les prolétaires, pour les diviser, affaiblir leurs rangs, faire jouer la concurrence de tous contre tous. Avec le développement de la crise, il y aura toujours plus de mesures à caractère vexatoire, toujours plus d'injustices.

Il appartient aux révolutionnaires de toutes nationalités de lutter au sein de la classe ouvrière contre tous les préjugés racistes et plus généralement contre la terrible division qui permet aux gouvernements d'organiser avec cynisme une hystérie intolérable.

Face à la terreur raciste – légale ou «illégal» – la seule solution est l'organisation d'une solidarité active et sans cesse plus large ainsi que la préparation d'une riposte unitaire fondée sur une mobilisation et une lutte sans réticence.

Solidarité de classe avec les prolétaires migrants!
Régularisation des sans-papiers!

**Ouverture des frontières!
Non au contrôle de l'immigration!
Capitalistes assassins! La révolution
prolétarienne vengera vos victimes!**

(1) *Libération* du 15/6 donne des chiffres un peu différents, mais qui ne

changent rien quant au non-respect par le gouvernement français de ses engagements: 635 personnes accueillies contre 7115 promises. Il s'agissait de personnes se trouvant en Italie, la majorité des réfugiés acceptés en France venant de Grèce, soit 4400 personnes. Au total les Autorités françaises

n'avaient accepté à la fin mai 2018 que 25% du nombre de personnes qu'elles s'étaient engagées à accueillir dans le cadre du programme – qui ne représentait qu'une petite portion du nombre total de migrants qui avaient réussi à parvenir jusqu'en Europe.

(2) *Libération*, ibidem.

Le capitalisme mondial de crise en crise (2)

(Suite de la page 1)

l'Union européenne qui sont les premiers exportateurs d'acier vers les USA, eurent beau protester (Merkel, Macron et autres firent le voyage de Washington pour tenter d'amadouer Trump), rien n'y fit: au contraire Trump a brandi la menace de taxer également à 25% les importations allemandes d'automobiles, ce qui fermerait pratiquement le juteux marché américain aux véhicules *made in Germany*, faisant perdre à l'Allemagne jusqu'à 5 milliards d'euros (selon l'estimation d'un institut économique de Munich).

Il faut rappeler que l'imposition de ce genre de taxes par les gouvernements américains, censés être les champions du libre-échange, est tout sauf nouvelle; à plusieurs reprises au cours des dernières décennies des mesures de ce type ont été prises par Washington pour soutenir les sidérurgistes américains. Mais parfois, comme lors du gouvernement de Bush père en 2002, la réaction unie des Etats européens leur a permis d'obtenir des exemptions. Rien de tel aujourd'hui: au moment où nous écrivons, seule la Corée du Sud a en définitive été exemptée de ces taxes, après qu'elle ait accepté fin mars d'ouvrir plus largement son marché aux produits américains.

Les velléités allemandes de négocier un compromis (l'Allemagne étant un pays comme on l'a vu qui aurait beaucoup à perdre dans une guerre commerciale avec les Etats-Unis) n'ont pas suffi, non plus que les «menaces» européennes de porter plainte auprès l'OMC ou de taxer en représailles les jeans américains, le bourbon et les motos Harley Davidson – menaces qui démontraient en réalité l'impuissance européenne face au colosse américain.

Mais si les européens et autres canadiens ou mexicains ont été les premiers frappés, c'est en fait la Chine qui est dans le viseur américain.

Lors des discussions commerciales à Pékin début mai les représentants américains ont présenté un projet qui demandait à la Chine les «actions concrètes

et vérifiables» suivantes:

Selon ce document, Pékin devrait réduire de 100 milliards de dollars son surplus commercial avec les Etats-Unis en 12 mois à partir de juin 2018 et de 100 autres milliards de dollars l'année suivante, elle devrait éliminer immédiatement les «subventions qui déforment le marché» en conduisant à des excès de production; elle devra renforcer la protection de la propriété intellectuelle et supprimer les exigences technologiques requises pour la constitution de «joint-ventures»; «la Chine accepte en outre de... cesser de cibler la technologie et la propriété intellectuelle américaines par l'espionnage, la piraterie et la contrefaçon (!)» et devra «accepter de se conformer aux lois américaines de contrôle des exportations».

De plus la Chine devra retirer toutes ses demandes auprès de l'OMC au sujet des actions tarifaires et de protection de la propriété intellectuelle; «en outre la Chine ne prendra aucune mesure de rétorsion (...) en réponse à des actions prises ou à prendre par les Etats-Unis y compris de nouvelles restrictions (...). La Chine doit cesser immédiatement toutes ses actions actuelles de rétorsion». Elle «ne s'opposera pas, ne ripostera pas, ne réagira pas (...) à l'imposition par les Etats Unis de restrictions aux investissements chinois dans les secteurs technologiques américains sensibles ou critiques pour la sécurité nationale américaine»; mais de l'autre côté, «les investisseurs américains en Chine doivent jouir d'un traitement et d'un accès libre, effectif et non discriminatoire au marché [chinois], (...) comprenant la levée des restrictions à l'investissement étranger et à la propriété [des entreprises chinoises]».

D'ici à 2020 la Chine doit réduire ses taxes «dans les secteurs non-critiques à des niveaux qui ne doivent pas être supérieurs» à ceux des Etats-Unis. Elle devra ouvrir son marché aux services et aux produits agricoles américains tels que définis par les Etats-Unis. L'application des accords devra être vérifiée

(Suite en page 4)

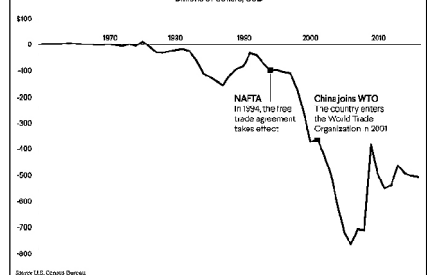
PIB des 20 plus grandes économies et % du PIB mondial (en dollars courants)

Etats-Unis:	20'412,87	(23,3%)
Chine:	14'092,51	(16,1%)
Japon:	5'167,05	(5,9%)
Allemagne:	4'211,64	(4,8%)
Grande-Bretagne:	2'936,29	(3,36%)
France:	2'925,10	(3,34%)
Inde:	2'848,23	(3,25%)
Italie:	2'181,97	(3,25%)
Brésil:	env. 2'135	(2,44%)
Canada:	1'798,51	(2,06%)
Russie:	1'719,90	(1,97%)
Corée du Sud:	1'693,25	(1,94%)
Espagne:	1'506,44	(1,72%)
Australie:	1'500,26	(1,71%)
Mexique:	1'212,83	(1,39%)
Indonésie:	1'074,97	(1,23%)
Pays-Bas:	945,33	(1,08%)
Turquie:	909,89	(1,04%)
Arabie Saoudite:	748	(0,85%)
Suisse:	741,69	(0,84%)

Rang selon le PIB par habitant

Etats-Unis:	9e
Chine:	72e
Japon:	25e
Allemagne:	17e
Grande-Bretagne:	23e
France:	21e
Inde:	142e
Italie:	27e
Canada:	20e
Russie:	65e
Corée:	29e
Espagne:	31e
Australie:	11e
Maexique:	74e
Indonésie:	116e
Turquie:	65e
Arabie Saoudite:	22e
Suisse:	2e

U.S. Goods and Services Trade Balance, 1960–2016
billions of dollars, US\$



Le capitalisme mondial de crise en crise (2)

(Suite de la page 3)

tous les trimestres et si les Etats-Unis estiment que Chine ne les respecte pas, ils pourront imposer des taxes ou des restrictions aux importations auxquelles la Chine «ne devra pas s'opposer, qu'elle ne devra pas contester et contre lesquelles elle ne devra entreprendre aucune action»; elle devra aussi retirer sa plainte auprès de l'OMC selon laquelle elle n'est pas traitée comme une économie de marché (1).

Nous avons cité un peu longuement ce document car il jette une lumière crue sur la façon dont les grands Etats impérialistes entendent les relations avec d'autres jugés plus faibles. En pratique il a servi à l'ouverture de négociations – négociations sous la menace – des Etats-Unis avec la Chine. Cette dernière a d'abord réagi de manière conciliante, en faisant des concessions aux Etats-Unis qui ont en leur faveur le rapport des forces économique; le gouvernement américain a lui aussi fait des gestes, mais l'escalade a continué par la suite, y compris contre les pays européens: dans une interview à une chaîne de télé américaine le 17 juillet Trump a cité l'Union Européenne comme le premier «ennemi» des Etats-Unis en raison de ce qu'«ils font sur le commerce» avec son pays.

Les médias accusent Trump de faire ce genre de déclarations et de décider ces différentes mesures sur des coups de tête, ou pour des raisons électorales. Rien de plus faux! Il est vrai qu'elles ne font pas l'unanimité parmi les capitalistes et les dirigeants politiques américains (y compris et peut-être surtout parmi ceux du parti Républicain qui est traditionnellement libre-échangiste); mais elles sont l'expression de puissants groupes d'intérêt industriels et financiers qui s'alarment de la concurrence toujours plus pressante de nombre de partenaires économiques des Etats-Unis (2).

DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN

Les Etats-Unis sont toujours la première puissance économique mondiale; selon les estimations du FMI pour 2018 (3), le PIB américain s'élèvera à 20 413 milliards de dollars (en augmentation de 4%), représentant près du quart du PIB mondial, (23%) contre 14000 milliards pour la Chine (augmentation de 10%) soit 16% de ce même PIB mondial. Ces deux pays sont suivis à dis-

tance par le Japon, l'Allemagne, le Royaume Uni, la France, etc.

Les entreprises capitalistes et les économies nationales qu'elles composent se livrent en permanence à une concurrence entre elles. Cette concurrence se traduit par un important déficit commercial américain. Jusqu'en 1975 les échanges commerciaux des Etats-Unis étaient globalement équilibrés; puis à partir des années 80 et surtout 90 du siècle dernier, ils enregistrèrent un déficit qui depuis n'a cessé de croître jusqu'à atteindre un maximum de 760 milliards de dollars en 2006 (équivalent à 5% du Produit National Brut). La crise économique de 2007-2008, en ralentissant fortement les importations américaines, a amélioré mécaniquement la balance commerciale: les importations américaines baissèrent ainsi de 2550 milliards de dollars en 2008 à 1960 milliards en 2009, tandis que les exportations enregistrèrent une baisse moins forte: de 1800 milliards en 2008 à 1500 milliards en 2009. Le déficit commercial se réduisit donc pendant quelque temps, mais il recommença à croître avec la reprise économique, pour arriver en 2017 à près de 500 milliards de dollars (équivalent à environ 2,7% du PNB) (4).

Mais pour avoir une idée plus juste de la situation de l'économie américaine par rapport au reste du monde, il faut avoir en tête que les Etats-Unis enregistrent un surplus dans le commerce des services (5) qui atténue le déficit dans le commerce des marchandises qui en 2017 était de 795 milliards de dollars.

Les principaux importateurs aux Etats-Unis sont la Chine (22% du total des importations), le Canada et le Mexique (13% chacun), le Japon (5,9%) et l'Allemagne (5,1%). Ils sont suivis de la Corée du sud (3,1%), la Grande-Bretagne (2,3%), l'Italie (2,2%), l'Inde et la France (2,1% chacun).

Les 10 principaux marchés d'exportation américains sont le Canada (19% des exportations américaines), le Mexique (16%), la Chine (8,6%), le Japon (4,4%), la Grande Bretagne (3,7%), l'Allemagne (3,5%), la Corée du sud (3,2%), les Pays-Bas (2,8%), Hong Kong (2,6%) et le Brésil (2,4%).

(A suivre)

(1) cf *Financial Times*, 9/5/18. L'éditorialiste de cet organe officieux des milieux financiers londoniens écrit en commentaire qu'aucun grand pays souverain ne pourrait accepter une telle humiliation: «Pour la Chine ce serait une version moderne des "traités inégaux" du dix-neuvième siècle». Le journaliste sait de quoi il parle étant donné que la Grande-Bretagne fut la

première des puissances occidentales à imposer ces traités à l'empire chinois en déliquescence.

(2) La puissante Chambre de commerce américaine a déclaré dans un communiqué du 31 mai son opposition à l'imposition de tarifs douaniers, alors que les patrons de la sidérurgie ont bruyamment félicité Trump.

(3) cf. International Monetary Fund (IMF) *World Economic Outlook*, April 2018. Les chiffres sont dits «nominaux» et en dollars courants.

(4) cf.

(5) Les principaux postes du commerce des services sont, par ordre d'importance, la «propriété intellectuelle» (droits d'auteurs, royalties et autres droits de licence), le tourisme, les services informatiques, les assurances et les services financiers.

« Il Comunista »

Nr.154 - luglio 2018

Nell'interno

- Populisti al governo? La piccola e media borghesia italiana alla ricerca di un ruolo «storico» nel pantano di una democrazia fonte di malaffare e di corruzione
- Spagna. Nuovo governo del PSOE
- Nicaragua. La sanguinosa fine del sandinismo e la necessità di un orientamento di lotta di classe
- Il Medio Oriente, arena degli scontri borghesi e imperialisti
- Quadrante. Caporalato, l'odore dei soldi
- In continuità con il lavoro generale di partito, si ribadisce l'invariante impostazione teorica e programmatica che il partito si è data fin dalle sue origini (Resoconto della riunione generale di milano del 13-14 gennaio 2018). Sulle fasi di sviluppo del partito e sulle crisi interne (1952-1960; 1960-1970; 1970-...) (3)
- Insegnamenti decisivi della Rivoluzione d'Ottobre. Manifesto ai lavoratori d'Italia
- Socialismo e lotta di classe nascono uno accanto all'altra e non uno dall'altra
- Dizionario. L'opportunismo, come il capitalismo, vuole ottenere il massimo di profitto con i minimi costi
- Nuove disponibilità nel sito di partito. Quaderni del Programma Comunista
- Soumaila Sacko, bracciante maliano, ucciso a fucilate nella piana di gioia tauro
- I morti sul lavoro? Il governo non è interessato!

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

Le 14 juin dernier 9 organisations syndicales de retraités (CGT, FO, CGC, Solidaires, FSU, etc.) appelaient les retraités à manifester contre la diminution des pensions, déjà gelées, avec l'augmentation de la CSG (Contribution Sociale Généralisée, un impôt sur les revenus) censée n'affecter que les pensions les plus élevées mais qui en réalité s'applique aux «foyers fiscaux», touchant du coup des ménages à bas revenu. Ces mesures s'inscrivent dans les attaques anti-prolétariennes mises en oeuvre par le gouvernement ou en préparation, comme celle sur les retraites prévues à l'automne. Cela signifie qu'une riposte de tous les prolétaires et pas seulement des retraités est nécessaire, car tous les prolétaires sont visés. Mais les organisations syndicales ont restreint au contraire la mobilisation aux seuls retraités. Pire encore, elles donnaient à cette mobilisation l'objectif d'annulation de la hausse de la CSG et du gel des pensions par le biais d'une «loi de finance rectificative» pour laquelle elles appelaient à... la signature d'une pétition (tract unitaire pour le 14 juin)! Il est difficile de se moquer davantage du monde: régler une mobilisation sur le calendrier parlementaire et s'adresser aux élus (communiqué FO du 14/6) est déjà du sabotage de toute possibilité de lutte classiste, la seule efficace; mais laisser supposer qu'il soit possible d'imposer la modification d'une loi par une pétition, relève du crétinisme démocratique le plus obtus! En fait il s'agit pour les organisations syndicales de canaliser le mécontentement dans le cadre des institutions bourgeoises et de la collaboration des classes – ce qui est plus facile à faire pour une mobilisation de retraités. Rien d'étonnant à ce que les manifestants aient été peu nombreux (quelques centaines à Paris): beaucoup avaient compris qu'il n'y avait rien à attendre d'une telle pseudo-mobilisation.

Nous publions ci-dessous le tract diffusé à cette occasion.

Le Gouvernement réduit les pensions et prépare une attaque générale contre les retraites

Ce ne sont ni des pétitions ni de simples manifestations qui pourront le faire reculer, mais la lutte de classe anticapitaliste!

Les attaques anti-prolétariennes et anti sociales – baptisées «réformes» pour les besoins de la propagande – déjà mises en oeuvre ou en préparation par le gouvernement Macron se succèdent à un rythme accéléré. Après avoir été bloquées, les pensions des retraités ont été ponctionnées avec la hausse de la CSG; fin mai le gouvernement a annoncé une «consultation citoyenne» sur internet en vue de la «réforme» du système des retraites: bien évidemment il s'agit d'un gadget destiné à donner un petit vernis «démocratique» avant l'annonce des attaques – déjà saluées avec enthousiasme, avant même cette pseudo-consultation, par les candidats à la présidence du Medef.

Depuis son entrée en fonction le gouvernement, pour aller plus vite, a fait passer par ordonnances une série de mesures anti-ouvrières répondant aux exigences du patronat tandis que d'autres lois sont votées par sa majorité parlementaire, sans véritables négociations au préalable avec les «acteurs sociaux»; cela a suscité la colère y compris des organisations syndicales les plus serviles, qui se lamentent qu'il n'y ait même plus de «grain à moudre» – c'est-à-dire de petites miettes à distribuer pour arrondir les angles et essayer

de justifier leur pratique de **collaboration de classe** avec les capitalistes!

L'accentuation des attaques est causée non pas par la méchanceté ou le mépris des gouvernants, mais par les **lois de fonctionnement du capitalisme**: en période de croissance, quand les profits sont élevés, les bourgeois peuvent donner quelques miettes aux prolétaires et leur accorder quelques concessions, non par générosité mais pour obtenir le **paix sociale** nécessaire à la bonne marche de leurs affaires.

Mais dans les périodes où la croissance ralentit, où se succèdent les crises économiques, quand la surproduction engorge les marchés et exacerbe la concurrence entre capitalistes, alors les profits diminuent: les entreprises les plus faibles sont menacées, les économies capitalistes les moins productives perdent du terrain face à leurs concurrents sur le marché mondial.

Il n'y a qu'une réponse pour le capitalisme il lui faut restaurer le **taux de profit** moyen de l'économie par la suppression des dépenses les moins utiles pour lui, la liquidation des entreprises et secteurs les moins rentables, l'accroissement de l'exploitation dans les autres, l'augmentation la productivité – ce qui signifie pour les travailleurs l'**aug-**

mentation du chômage parallèlement à l'**intensification de la charge de travail** pour ceux ayant un emploi, la **baisse du salaire «réel»**, c'est-à-dire diminution des «charges sociales» qui sont en réalité du «salaire différé», la suppression des anciennes concessions et réformes accordées autrefois, dorénavant dénoncées comme des charges intolérables par les bourgeois.

Les gouvernements de gauche comme de droite qui alternent à la tête de l'Etat bourgeois ont comme objectif premier la défense de l'«économie nationale» (c'est-à-dire du **capitalisme national**): c'est pourquoi ils sacrifient toujours les intérêts prolétariens aux intérêts capitalistes, même quand ils font de grandes déclarations démagogiques contre la finance, etc. Les attaques contre les pensions et les retraites ont été menées depuis plus de vingt ans par tous les gouvernements, peut-être de façon plus ou moins brutale; les diverses mesures anti sociales de Macron et la méthode suivie pour les réaliser sont dans la continuité du gouvernement Hollande, avec l'aggravante que l'incapacité des travailleurs à résister donne le feu vert à de nouvelles attaques.

On ne peut faire face à la détermination gouvernementale, reflet direct de la pression capitaliste, par des pétitions, des prières pour un changement de politique ou des simulacres de lutte.

Il n'y a pas d'autre solution que la lutte réelle pour stopper la détérioration continue des conditions de vie des prolétaires.

Mais seule une lutte d'ensemble, une lutte de tous les travailleurs, jeunes ou vieux, retraités ou actifs, une lutte qui ne se laisse pas arrêter par les appels aux sacrifices pour la défense de l'économie, une lutte **classe contre classe**, pour la **défense exclusive des intérêts prolétariens**, pourra arrêter le gouvernement, les patrons et l'Etat bourgeois, pourra se fixer l'objectif de la baisse de l'âge de la retraite, de la revalorisation des pensions au niveau du salaire, etc. – besoins élémentaires à défendre, avant de pouvoir renverser le capitalisme.

Cette lutte de classe est impossible sans la **rupture** avec les orientations collaborationnistes suivies par les appareils syndicaux qui ne jurent que par le «dialogue social»: les capitalistes et les prolétaires ont des intérêts **opposés**.

Tous ceux qui prêchent la collaboration, la négociation et le dialogue avec les capitalistes au nom d'un prétendu «intérêt général» au-dessus des classes, préparent en fait la **défaite** de la classe prolétarienne.

Tous ceux qui font miroiter comme

(Suite en page 6)

A Mayotte une crise sociale que seul le prolétariat peut réellement combattre

Pendant plusieurs semaines et même mois, Mayotte a été secouée par un mouvement de protestation de grande ampleur: manifestations, grèves, barrages routiers. Commencé en janvier le mouvement ne s'est terminé qu'en avril. Sa cause est la situation sociale désastreuse de la majorité de la population: selon les chiffres officiels eux-mêmes 84% de la population se trouverait sous le seuil de pauvreté, le taux de chômage serait de 36%. Les infrastructures sont défectueuses que ce soit le logement, l'accès à l'eau potable, les voies de communication, les écoles, les équipements hospitaliers, etc. Des dizaines de milliers d'habitants vivent dans des bidonvilles insalubres et dangereux; cela cause parfois des drames comme le 10 janvier où une femme et ses 4 enfants sont morts lorsque leur case sur les hauteurs de Koungou a été emportée par une coulée de boue, mais cette insalubrité explique aussi par exemple la prévalence de la tuberculose à Mayotte. L'Etat français n'a investi que le strict minimum pour assurer la pérennité de sa présence, sans aucun rapport avec les besoins d'une population en développement rapide: elle a été multipliée par 11 en soixante ans, dépassant maintenant les 250 000 habitants. En outre la misère engendre une délinquance grandissante.

Bref l'île de Mayotte n'est plus ce petit paradis néo-colonial convoité par les fonctionnaires métropolitains aspirant à passer quelques années bien

payées sur les rivages du lagon...

Mayotte, composé d'une île principale entourée de plusieurs petites, fait partie de l'archipel des Comores, protectorat français depuis 1886: c'est sa place stratégique dans la zone maritime entre Madagascar et le Mozambique, qui avait attiré l'intérêt de l'impérialisme tricolore. En 1974 la France organisa un référendum d'autodétermination des Comores dans la perspective d'accorder une indépendance négociée; le «oui» à l'indépendance l'emporta à 90%, sauf à Mayotte où c'est le non qui fut majoritaire. Le gouvernement français argua de ce résultat pour décider que Mayotte resterait française, les résultats du référendum devant être comptabilisés île par île contrairement à ce qui était prévu initialement (1).

Les projets de création d'une base navale importante à Mayotte pour la flotte française dans l'Océan Indien ne se concrétiseront pas; l'impérialisme français se contenta d'y maintenir quelques centaines de militaires puis d'y installer en 2000 une station d'écoute satellitaire faisant partie de son réseau d'espionnage des communications. Cependant il ne se désintéressait pas du reste des Comores, où des mercenaires du tristement célèbre Bob Denard intervinrent à plusieurs reprises à son instigation pour renverser ou consolider les autorités locales. Mais Denard, qui se faisait appeler le «corsaire de la République» commit l'erreur de jouer un rôle indépendant: en septembre 1995, il tenta de renverser le président du moment avec quelques dizaines de mercenaires, mais il dut se rendre aux 600 soldats français dépêchés rapidement sur place pour faire échec à son entreprise.

En 2011 Mayotte passa du statut de DOM à celui de département français. Si les habitants s'attendaient à bénéficier d'une hausse de leur niveau de vie, ils durent rapidement déchanter et dès l'automne de la même année l'île connut une vague d'agitation et de manifestations culminant dans une grève générale contre la hausse des prix et plus généralement contre la détérioration de leurs conditions de vie. Des magasins furent pillés et un manifestant tué par la police. Après 44 jours de grève le mouvement sera suspendu et un accord est passé entre l'intersyndicale et le patronat pour la baisse des prix de 11 produits de première nécessité.

En 2016 le département connut une autre vague de luttes et de grèves, mais l'intersyndicale réussit à la faire retomber en s'appuyant sur les «avancées» qui auraient été obtenues du gouvernement Hollande en avril: mais comme en Guyane, pour l'essentiel il ne s'agissait

de rien d'autre que des promesses...

Le mouvement de 2018 a démarré sur la question de l'insécurité, après un caillassage et des bagarres entre bandes de jeunes dans un lycée. Dirigé par l'intersyndicale et le «Collectif des citoyens» qui semble être le facteur le plus important, il recevra le soutien des élus et du patronat (commerçants). Le Collectif des citoyens mettra particulièrement l'accent sur l'immigration clandestine, dénoncée comme cause première de la délinquance; des milices de citoyens furent organisées dans le nord de l'île pour «ratister» les immigrés clandestins et les remettre à la police.

Il existe en effet une forte immigration, en provenance essentiellement des Comores; l'immigration clandestine sur des bateaux de fortune, les «kwassas-kwassas», se solde par de nombreux morts en mer: il y en aurait eu de 7 à 10000 en vingt ans (2). Car si la situation à Mayotte est déplorable, elle est pire encore dans l'archipel. De nombreuses comoriennes viennent accoucher à Mayotte pour que leur enfant jouisse de la nationalité française. Au point que la maternité de Mamoudzou (la préfecture) est la plus active de France! Selon l'Insee (3), 42% des habitants de l'île sont des immigrés comoriens (dont plus de 40% illégaux) et 69% des enfants nés en 2016 étaient de mère comorienne. Pour réduire ce flux, le gouvernement a envisagé de donner à la maternité un statut d'extraterritorialité, ce qui supprimerait l'application du «droit du sol» (cela coûterait moins cher que de donner à la maternité les moyens nécessaires son fonctionnement!); mais le personnel soignant, qui revendique l'amélioration de ses mauvaises conditions de travail a averti qu'il combattrait ce changement qui aurait inévitablement pour lui des conséquences négatives sur son propre statut.

Selon un rapport sénatorial datant de quelques années (4), «le travail clandestin est généralisé dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, du BTP, des taxis, et des emplois à domicile, où il implique fréquemment des fonctionnaires de l'Etat ou des élus»; les entreprises du bâtiment et des Travaux Publics compteraient 80% de travailleurs clandestins, etc...

Ce recours aux travailleurs sans-papiers explique pourquoi «la lutte contre l'immigration clandestine» ne sert qu'à la contenir dans des limites gérables, tout en accroissant la pression sur cette catégorie de travailleurs si utiles à l'économie locale. Les arrestations et les expulsions de Comoriens sans papiers se multiplient depuis le mouvement actuel; mais en 2016 4300 mineurs Comoriens

Attaque générale contre les retraites ...

(Suite de la page 5)

«solution» d'attendre les prochaines élections et un éventuel futur gouvernement de gauche, sont des **adversaires** de la lutte ouvrière. Les décennies qui se sont écoulées ont suffisamment démontré que les prolétaires n'obtiennent rien par la voie électorale et dans le cadre du système démocratique bourgeois.

L'entrée effective en lutte, avec les moyens et les méthodes de classe, et dans une perspective clairement **anti capitaliste**, est la **seule voie** pour permettre au prolétariat de trouver la force nécessaire pour résister et vaincre!

**Pour le retour à la lutte de classe !
Pour l'organisation prolétarienne
indépendante du réformisme et du col-
laborationnisme !**

**Pour la reprise de la lutte révolu-
tionnaire contre le capitalisme !**

10/6/2018

avaient déjà été jetés en prison avant d'être expulsés au mépris de la loi sur la protection des enfants.

Après plusieurs semaines de manifestations et de blocages de routes, la venue de la ministre d'outremer en mars a semblé marquer la fin du conflit, alors que les commerçants commençaient à protester contre les entraves à la circulation. Le secrétaire de l'UD CGT et les autres négociateurs appelèrent à la levée des barrages en déclarant qu'un accord de principe avait été obtenu avec la ministre; celle-ci annonçait la signature d'un accord sur des «mesures de sécurité d'urgence» (envoi de trois escadrons de gendarmerie supplémentaire, «renforcement de la présence de l'Etat», durcissement du contrôle de l'immigration, etc.).

Cependant lors d'une réunion entre l'intersyndicale, le Collectif des citoyens et les représentants de chaque barrage, les négociateurs étaient désavoués et la poursuite du conflit et le maintien des barrages décidés, les participants jurant même sur le Coran (l'islam est la religion dominante de la population) de ne pas trahir – les habitants ont appris à se méfier de l'intersyndicale – et de continuer la lutte tant que ne serait pas obtenue satisfaction sur «la sécurité, la lutte contre l'immigration clandestine et le développement du territoire».

Les barrages routiers devenaient «étanches» et le port de Longoni, par lequel arrivent 95% des importations de l'île, était bloqué le 20 mars par les manifestants. Mais de son côté le patronat annonçait la suspension du paiement des salaires et la fermeture temporaire des entreprises impactées par les barrages.

Finalement le 3 avril le Comité des citoyens et l'intersyndicale appelaient à la levée immédiate des barrages, à la suite des négociations avec le nouveau préfet pour «faciliter un travail serein» avec les autorités en vue de l'élaboration d'un «plan de développement de Mayotte» et après avoir reçu des assurances sur «le maintien du statut de département de Mayotte».

Mais cette décision qui ne s'appuyait sur rien de concret ne rencontrait pas l'assentiment de tous et de nouveaux barrages étaient mis en place dès le lendemain; ce n'est que le 6 avril, après intervention policière, que le barrage du port était levé et il faudra attendre le 9 avril pour que tous les autres soient évacués.

Le 15 mai le gouvernement annonçait un plan d'1,5 milliards d'euros pour Mayotte. S'il comprend des mesures sociales comme la gratuité du ticket modérateur de la SS, le recrutement de personnels dans la santé, etc. en bonne place se trouvent des mesures d'aide aux entreprises, l'allègement du coût

du travail, etc. Et bien entendu le volet sécurité et lutte contre l'immigration est central...

Le gouvernement Comorien ayant décidé entre-temps de ne plus accueillir ses ressortissants expulsés de Mayotte, des négociations diplomatiques furent alors engagées. Le Collectif des citoyens, dénonçant «l'opacité» de ces négociations et redoutant que la France abandonne sa souveraineté sur l'île dans le cadre d'une «Communauté d'Archipel des Comores» négociée avec le gouvernement comorien, appelait à la mi-mai une manifestation co-cardière, soutenue par l'Intersyndicale, en défense du «peuple mahorais» (les habitants de Mayotte) et du caractère français de l'île, de son statut de département et de l'égalité de traitement avec les autres départements...

* * *

Le plan gouvernemental ne pourra apporter qu'un maigre palliatif aux problèmes sociaux de la population; il n'est pas une solution aux problèmes les plus criants dont souffrent les habitants les plus pauvres; il ne résoudra pas la crise aiguë du logement et ne résorbera pas les bidonvilles (il prévoit la mise en construction de... 400 logements sociaux); il ne résoudra pas les problèmes du chômage, de l'accès aux soins; et la situation restera «explosive» à Mayotte...

Les prolétaires et les habitants déshérités de l'île ont fait preuve une nouvelle fois de combativité; mais s'en prenant pour cible d'autres prolétaires encore plus mal lotis, les immigrés sans papiers.

Ce ne sont pas les immigrés comoriens qui sont responsables de la misère et du chômage, mais l'impérialisme français et le mode de production capi-

taliste. Ce sont eux que les prolétaires devront combattre en s'unissant par-delà les frontières dans une lutte exclusivement de classe.

Le rôle du prolétariat français sera particulièrement important à cet égard, surtout en tenant compte de l'importance de l'immigration prolétarienne comorienne en France: Marseille serait la plus grande ville comorienne avec plus de 80 000 ressortissants de l'archipel qui y sont régulièrement victimes d'exactions racistes; en 2011 Claude Guéant, le ministre de l'intérieur de Sarkozy, avait même accusé les Comoriens d'être responsables de la criminalité dans la ville, accusations racistes que l'on retrouve aujourd'hui à Mayotte...

Les prolétaires français, comoriens et mahoris ont le même ennemi, ils devront s'unir dans un combat commun contre lui!

(1) En 1958, lors d'un précédent référendum d'autodétermination, les résultats avaient inverses: le «non» à l'indépendance l'avait emporté dans l'archipel, sauf à Mayotte. Mais pas question alors de comptabiliser les résultats île par île!

(2) C'est ce qui donne tout sens à la «fine» plaisanterie de Macron, qui, lors d'une visite le 3/6 à un centre de secours en mer au Morbihan, déclara que les kwassa-kwassa servait à «amener du Comorien à Mayotte».

(3) Cf *Insee Flash Mayotte* n°54, 31/8/2017

(4) cf «Contre rapport réalisé par le Collectif Migrants Mayotte» présenté le 4/9/2008 à la délégation sénatoriale présente à Mayotte, en écho au rapport Torre sur l'immigration clandestine à Mayotte.

Mai-Juin 68 et le mythe...

(Suite de la page 1)

la lancée d'un renouveau des luttes ouvrières qui s'était manifesté depuis quelques mois (4 millions de journées de travail perdues en 1967, soit une augmentation des deux-tiers par rapport à l'année précédente), après que les syndicats aient appelé à une grève générale d'une journée en protestation contre les violences policières contre les manifestations étudiantes.

Mais ce n'est pas bien sûr cette vague de grèves que, sauf exception, ont choisi de rappeler les très nombreuses publications qui ont fleuri à l'occasion de cet anniversaire (près de 150 ouvrages auraient été publiés, la plupart finis-

sant rapidement au pilon), préférant mettre l'accent sur le mouvement étudiant et son idéologie petite-bourgeoise.

Et encore moins le fait qu'un mouvement gréviste aussi gigantesque n'ait en fin de compte débouché que sur de pitoyables résultats.

Contrairement aux illusions de l'époque, la grève générale ne signifiait pas l'ouverture d'une situation révolutionnaire, ni la fin de la domination de la contre-révolution sur le prolétariat (sous la forme des héritiers du stalinisme): les syndicats purent garder le contrôle du mouvement et le cantonner dans d'étroites limites, cadennassant les usines ou

(Suite en page 8)

Mai-Juin 68 ...

(Suite de la page 7)

entreprises occupées; elle ne fut pas une «répétition générale» comme le répétaient les trotskystes en la comparant à la révolution russe de 1905 qui avait été suivie par celle de 1917.

La prétendue «révolution de mai» fut tout sauf une révolution. Sur le plan politique «les événements», comme on disait alors, donnèrent naissance ou impulsèrent le développement d'un mouvement confusionniste – le «gauchisme» – qui tout en se proclamant révolutionnaire, se révéla rapidement être à la remorque des grandes forces du «réformisme» contre-révolutionnaire, contribuant à dévoyer le mécontentement ouvrier vers les impasses électorales.

Sur le plan économique concret, la grève aboutit même à des résultats bien inférieurs à ceux accordés par les capitalistes en 1936. La bourgeoisie, confiante dans la domination du PCF et de la CGT (et des autres syndicats collaborationnistes) sur la classe ouvrière, se rendit compte qu'il n'était pas nécessaire de lâcher davantage que des augmentations de salaire destinées à être rapidement réduites à néant par l'inflation: pas question par exemple de remettre en cause les ordonnances de 1967 sur la Sécurité Sociale qui avaient suscité un fort mécontentement (2), d'accorder la retraite à 60 ans ni le retour aux 40 heures obtenues... en 1936 (et remis en cause dans le cadre de la préparation de la guerre impérialiste): Pompidou pouvait se féliciter d'avoir «gagné la partie» lors des négociations de Grenelle, «et de l'avoir gagnée au moindre prix» (3).

La servilité de la CGT envers les capitalistes et son attachement au maintien de l'ordre établi (4), fit qu'elle abandonna à la table des négociations (en fait les négociations de Grenelle avaient été précédées de discussions secrètes avec le gouvernement) les propres revendications qu'elle avançait elle-même quelques mois auparavant. L'influence des appareils syndicaux était telle que par exemple la colère ouvrière après la sauvage répression des grévistes de Peugeot par la police (2 morts, 150 blessés) put être contenue par l'obtention de quelques concessions supplémentaires de la direction (5).

Mai-juin 68 fit la démonstration incontestable qu'en l'absence d'une orientation de lutte de classe, en l'absence d'organisations de classe, ne serait-ce que sur le terrain de la lutte dite immédiate, la grève générale la plus puissante ne peut aboutir au mieux qu'à un avor-

tement.

Mai-juin 68 a ainsi constitué la faillite sans appel du mythe de la grève générale; selon ce dernier elle constituerait à elle seule le moyen miraculeux, sinon pour abattre le capitalisme (personne n'y songe plus) (6), du moins pour arrêter les attaques capitalistes et revenir au statu quo, à un capitalisme à visage humain, un capitalisme supportable. La grève générale est sans aucun doute un formidable moyen de lutte, mais à la condition que les prolétaires ne laissent pas les grands appareils syndicaux et politiques liés à l'ordre établi la diriger et la contrôler comme ils l'ont fait en mai-juin 68. Et pour renverser le capitalisme, ce n'est pas la grève générale qui sera l'arme suprême, mais l'insurrection armée.

Mais les mythes ont la vie dure; ils sont en permanence réactivés par tous ceux qui espèrent une réédition de mai 68 comme hier ils espéraient une réédition de juin 36. Les partis d'«extrême» gauche les plus importants n'en font pas partie, car comme ils sont intégrés à différents niveaux de la bureaucratie syndicale, ils peuvent difficilement avoir recours à cette démagogie. Les groupes actuels qui ne jurent que par la grève générale sont donc des groupes minoritaires; on peut citer le Groupe Marxiste Internationaliste (trotskystes issus de l'OCI «lambertiste») qui affirmait il y a peu: «Sans la grève générale la classe ouvrière ne peut vaincre Macron» (7/6/18).

Si dans cet article le GMI critiquait les «dirigeants syndicaux», cela ne l'empêche pas de les supplier régulièrement de changer de politique («Dirigeants syndicaux, cessez de vous comporter en larbins du gouvernement!», tract du 30/4/18), et de déclencher la grève générale, comme dans leur tract du 27/4/16, lors des mobilisations contre la loi El Khomri: «Dirigeants syndicaux, prononcez-vous pour la grève générale jusqu'au retrait du projet!».

De la même façon «Alternative Libéraire» demandait l'été dernier que les «directions syndicales» décident d'une «date unitaire de grève générale» (tract du 17/6/17): pour ces libertaires pas de solution en dehors des appareils syndicaux collaborationnistes, agissant unitairement: l'organisation prolétarienne indépendante, ils ne connaissent pas

En fait la rhétorique de tous ces prétendus révolutionnaires sur la grève générale leur sert surtout à refuser de combattre les forces du collaborationnisme politique et syndical qui paralysent depuis trop longtemps le prolétariat. Ils veulent cacher la grande leçon de la grève générale d'il y a cinquante ans:

- la nécessité primordiale de la ruptu-

re avec les orientations des appareils de la collaboration entre les classes

- et la nécessité de l'organisation du prolétariat sur des bases de classe, y compris sur le plan politique avec la reconstitution du **parti révolutionnaire de classe anti-réformiste, anti-démocratique, anti-légaliste, internationaliste et international.**

* * *

Nous publions ci-après, page 10, le *Manifeste sur la grève générale* diffusé alors par notre parti. Le lecteur peut également se rapporter à notre brochure: «Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe», brochure Le Prolétaire n°24, où se trouvent divers textes ainsi que les «principaux tracts» publiés lors des «événements».

(1) voir «Quarante ans après la défaite de mai-juin 68», *Le Prolétaire* n°489 (mai-juillet 2008).

Il n'existe pas de statistiques des grèves des dernières années. Une institution patronale estimait en 2016 (pour s'en scandaliser) le nombre de journées de grèves en France à 3 millions par an. cf. <http://www.ifrap.org/emploi-et-politiques-sociales/3-millions-de-jours-de greve-en-france>

Mais cette estimation semble très exagérée, les diverses études montrant régulièrement comme dans les autres pays une diminution du nombre de journées de grève: il y aurait eu ainsi en 2015 dix fois moins de journées de grève par salarié qu'il y a 50 ans. Cette «baisse de la conflictualité» saluée par les commentateurs officiels ne signifie pas que les prolétaires sont contents de leur sort, mais qu'ils éprouvent jusqu'ici de plus grandes difficultés pour se défendre.

(2) En 1967 le gouvernement Pompidou s'était fait arroger les pleins pouvoirs pour réformer par ordonnances l'organisation de la Sécurité Sociale. La CGT, CFDT, FO et FEN avaient appelé à une journée de grève générale le 17 mai «contre les pleins pouvoirs». Les ordonnances instituaient le «paritarisme» en associant les représentants patronaux aux représentants des salariés dans la gestion de la SS. L'abrogation des ordonnances étaient devenu un thème central de la propagande de la CGT – avant de disparaître lors des négociations de Grenelle en 1968...

(3) cf. document publié dans «68. Les archives du pouvoir», p. 286, Paris 2018. Pompidou mit le refus par la base des accords sur le fait que «les dirigeants de la CGT avaient surestimé leur autorité et négligé de "faire la salle"». Ce refus ne changea d'ailleurs rien

(4) Nous avons déjà eu l'occasion de citer l'apostrophe du dirigeant de la CGT (et du PCF), le larbin Benoît Frachon qui avait déjà participé aux négociations de 1936, à Ernest-Antoine Seillière, responsable de la délégation patronale aux négociations de Grenelle: «Monsieur le baron, j'ai bien connu votre père. C'était un homme raisonnable. Avec Monsieur votre père, nous avons négocié, il y a un peu plus de trente ans, pas loin d'ici. Il y avait des millions de travailleurs en grève. Nous avons obtenu les assurances sociales, les congés payés et la semaine de quarante heures. Aujourd'hui, il y a sans doute trois fois plus de travailleurs en grève. Nous n'allons pas vous demander trois fois plus: la semaine de quinze heures, le triplement des congés et la gratuité de la sécurité sociale. Mais, Monsieur le baron, il faut quand même faire quelque chose. Prenez exemple sur Monsieur votre père; Monsieur le baron: soyez raisonnable». cf. *Le Prolétaire* n°489, art. cit. Sans commentaires...

(5) La brutalité policière lors de l'intervention à Sochaux dans la nuit du 10 au 11 juin pour hâter la reprise, entraîna au contraire un regain de la grève et son extension à d'autres entreprises de la région (comme Alsthom et Bull à Belfort) par solidarité. La direction concéda finalement des augmentations de salaire de 12 à 14%, supérieures à celles de Grenelle, une promesse de revenir aux 40 heures en quelques années – et en attendant une réduction du temps de travail hebdomadaire à... 46 heures et quart!

En tout on estime que la répression du mouvement fit 5 morts au niveau national.

(6) Pour avoir une idée de ce que charriait autrefois le mythe de la grève générale et en quoi il s'opposait à la perspective révolutionnaire dans l'esprit de ses partisans, on peut rappeler la façon dont le syndicaliste révolutionnaire Fernand Pelloutier, ardent promoteur de la «grève générale expropriatrice», la défendait dans une lettre au socialiste Jules Guesde: «Dans une lettre ouverte qu'il m'adresse (...), le citoyen Fernand Pelloutier, de Saint-Nazaire, m'expose qu'il n'y a que "trois moyens de substituer à l'oligarchie actuelle un régime démocratique ayant pour base l'égalité économique. Ce sont: le suffrage universel, la grève générale et la Révolution". Et il s'étonne que, "répudiant comme lui l'insurrection, je refuse, contre lui, l'arme pacifique et légale [sic!] de la grève générale", pour m'en tenir au seul suffrage universel qui, en mettant toutes choses aux mieux, demandera cinquante ans pour aboutir».

Jules Guesde protestait que son parti était un «Parti de Révolution et donc d'insurrection, lorsque l'insurrection

devient plus que possible, nécessaire». cf. «Réponse ouverte», *Le Socialiste*, 16/10/1892. Guesde avait raison contre Pelloutier, mais le problème était que le POF (Parti Ouvrier Français), ainsi que les autres partis sociaux-démocrates, devenait de moins en moins, sinon dans les discours, un Parti de Révolution pour se consacrer de plus en plus exclusivement à la lutte électorale...

Au début du vingtième siècle l'opposition à la grève générale, conçue non comme la panacée des anarchistes, mais comme un moyen de lutte à utiliser dans certaines circonstances, opposa les réformistes, et en particulier les bonzes syndicaux en Allemagne, aux révolutionnaires qui, comme Rosa Luxemburg, mettaient en avant l'exemple des luttes ouvrières en Pologne et Russie en 1905.

Présentation de la brochure

Le lecteur ne doit chercher dans cette brochure ni une analyse des causes et des circonstances ni une histoire des «événements» - comme on le disait alors - de mai 68. Nous avons simplement réuni les textes les plus significatifs qui illustrent la parfaite cohérence avec les principes fondamentaux du communisme révolutionnaire de la position défendue par notre minuscule organisation au cours de la gigantesque grève générale.

Le premier texte, qui donne aussi son titre à la brochure, est l'éditorial de notre organe d'alors en italien («Il programma comunista»); il tire la leçon générale de cette vague prolétarienne. Il est suivi par 2 articles publiés sur le n° du «Prolétaire» daté de juin 68, paru alors que le mouvement de grèves n'était pas terminé - les ouvriers, en grève, de l'imprimerie ayant accepté d'imprimer ce n° par solidarité avec son contenu: le premier article («Puissance et limites du mouvement de grève») analyse les forces et les faiblesses de ce gigantesque mouvement spontané, dénonce sa «politisation» réformiste et appelle à la reconstitution du parti de classe; le second («La "grande force tranquille", formule de la défaite ouvrière, les élections, enterrement de première classe de la lutte prolétarienne»), diffusé aussi en tract, dénonce le rôle antiprolétarien de l'opportunisme qui s'appuie sur les vieilles traditions pacifistes, légalistes et électoralistes pour contenir et faire rentrer dans le rang la vague de grèves.

Le «Manifeste du P.C. International sur la grève générale», manifeste international, diffusé en français sous forme de tract et en italien sur «Spartaco» du 16-30 juin 68, la feuille syndicale diffusée alors par le parti, sous le titre: «La classe ouvrière française s'est dressée, gigantesque: que la leçon de ce puissant mouvement ne soit pas perdue!», reprend les positions du parti et énonce une série de revendications générales qui dessinent une orientation de classe à la lutte revendicative. A sa suite sont reproduits les principaux tracts publiés par le parti en mai.

Enfin, bien que ce ne soit pas là l'objet de cette courte brochure, nous avons jugé intéressant de donner en annexe le compte-rendu d'un rapport à une réunion générale du parti consacré à la critique de l'idéologie soixante-huitarde.

Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe

(Juin 2002)

Brochure 46 pages - 1,5 €
(pdf disponible sur www.pcint.org)

- Présentation
- Nécessité du parti politique de classe (Il Programma Comunista, 16-30 juin 68)
- Puissance et limites du mouvement de grève (Le Prolétaire n°55, juin 68)
- «La grande force tranquille», formule de la défaite ouvrière, les élections enterrement de première classe de la lutte prolétarienne (Le prolétaire n°55, juin 68)
- La contestation, antithèse de la Révolution (Le Prolétaire n°55, juin 68)
- Manifeste du Parti Communiste International sur la grève générale (juin 1968)
- Principaux tracts diffusés par le Parti Communiste International en mai 68
- Annexe: L'idéologie soixante-huitarde et le communisme révolutionnaire (Le prolétaire n°271, juillet 1978)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



24

Manifeste du Parti Communiste International sur la grève générale (juin 1968)

CAMARADES, PROLETAIRES!

La vague de grèves qui vient de submerger la France pendant plus de quinze jours a ruiné les rêves de la bourgeoisie qui, dans le monde entier, croyait avoir conjuré pour toujours le danger d'un arrêt général et prolongé de la production. Elle a confirmé une fois de plus la validité permanente de la thèse marxiste qui affirme: **L'explosion des contradictions de la société capitaliste peut ÊTRE RETARDÉE par mille moyens, allant de la corruption politique à la violence physique; elle ne peut pas être évitée.** Elle a révélé et annoncé à la fois la crise profonde qui mûrit rapidement au sein de la société assoupie dans un bien-être illusoire non seulement en France, mais dans le monde entier. A nouveau, le spectre de la lutte révolutionnaire du prolétariat revient cogner aux portes de la société capitaliste. A nouveau, le conflit latent entre le Capital et le Travail menace d'éclater ouvertement, ce conflit qui, tôt ou tard, mais inévitablement, doit se conclure par la révolution prolétarienne, ce conflit que tous les bourgeois et leurs valets: politiciens et intellectuels, généraux et technocrates, philosophes et curés, avaient eu la folie de croire aboli à jamais. Telle est la première grande leçon, la grande confirmation, la grande certitude qui, pour les prolétaires de tous les pays, ressort de la grève générale de France, une grève comme on n'en avait plus vu depuis trente ans, et qui s'est précisément produite dans l'Etat d'Europe qui se vantait le plus orgueilleusement d'avoir réussi à réconcilier les classes de façon définitive et à les unir dans le prétendu intérêt suprême de la Nation.

Sur ce mouvement magnifique du prolétariat français, les gouvernements et les opportunistes de tous les pays font un silence craintif parce qu'il confirme une autre thèse marxiste qui affirme: **TOUT EFFORT D'EMANCIPATION DE LA CLASSE OUVRIERE EST DESTINE A ECHOUER S'IL MANQUE A CELLE-CILA DIRECTION POLITIQUE DU PARTI DE CLASSE.** Le Parti de classe est le Parti qui se propose d'abattre la société bourgeoise et d'instaurer sur ses ruines la société socialiste, au lieu de proposer la réforme d'un ordre social impossible à réformer; c'est le Parti qui possède non seulement, la conscience du but à atteindre, mais la conscience des moyens à employer: la préparation de la conquête du pouvoir et de la dictature prolétarienne et la volonté, c'est-à-dire l'organisation unitaire et centralisée qui permet d'utiliser ces moyens et de réaliser ce but. Les prolétaires entrés en lutte **contre** la volonté de leurs «dirigeants» conciliateurs et réformistes, ont cherché d'instinct cette puissante force de direction politique révolutionnaire et ils ne l'ont pas trouvée: **ils ne pouvaient pas** la trouver parce que quarante ans de contre-révolution l'ont férocement détruite, privant les prolétaires d'une claire perspective révolutionnaire et du seul instrument capable d'unifier leurs forces gigantesques pour les orienter vers la prise violente et totalitaire du pouvoir. Sans théorie révolutionnaire il n'y a pas d'action révolutionnaire; mais théorie révolutionnaire signifie Parti révolutionnaire.

CAMARADES, PROLETAIRES!

Si quinze jours de grève générale n'ont pas ébranlé les fondements du pouvoir capitaliste, même s'ils ont temporairement paralysé son fonctionnement, ce n'est pas parce que ce pouvoir a eu la force physique d'écraser le grandiose mouvement français de reprise de la lutte de classe (il n'a du reste, pas même tenté de le faire) mais parce que tous les divers représentants de l'opportunisme sont intervenus pour empêcher ce mouvement de déborder de lui-même les limites de la légalité et de l'ordre, et de prendre la voie royale qui le mène à sa fin **naturelle**: l'affrontement violent avec l'ennemi.

C'est grâce à ces véritables chiens de garde que les divisions de cette armée prolétarienne unie à l'origine par-delà tous les cloisonnements locaux ou de catégories ont, peu à peu, repris le travail. Ce sont ces mêmes chiens de garde que nous

avons toujours dénoncés et qui, aux jours de la grande peur bourgeoise, ont exécuté sur les épaules des prolétaires et pour le compte des patrons une ignoble danse macabre.

Ils ne sont autres que ces partis qui osent encore se nommer «communistes», mais qui ont pris en héritage la lie théorique et pratique de la vieille social-démocratie couarde et servile. Aussi proclament-ils comme elle la possibilité d'une voie «pacifique» au socialisme et ne présentent pas la **démocratie** comme l'**opium** qui sert au capitalisme à endormir l'instinct de classe du prolétariat, mais au, contraire comme le moyen, **l'unique moyen de son émancipation.** Le PCF et la CGT ont commencé par se résigner à **subir** une grève qu'ils n'avaient pas voulue et dont ils ont désavoué dès le début le caractère **général et illimité**, puis ils se sont hâtés de l'emprisonner dans les limites de l'usine et le cadre étroit de vagues revendications salariales: pour ce faire, ils ont entouré les usines d'un cordon sanitaire destiné à les empêcher de contaminer «la rue» et d'être elles-mêmes contaminées par la propagande révolutionnaire marxiste. Ils ont honteusement accepté de négocier avec les patrons au moment même où la grève atteignait à son maximum de cohésion et, pour finir, comme ils n'étaient pas parvenus à remettre immédiatement les ouvriers au travail pour la plus grande gloire de la «patrie», ils ont fait de cette grève un instrument électoral, un tremplin qui doit les aider à récolter des voix, à escalader le Parlement, à exécuter leur énième numéro de «réformés». Le retour à la normale était et est donc pour eux, tout comme pour de Gaulle, l'impératif de l'heure. Ces Partis qui se vantent d'avoir réconcilié le drapeau tricolore et le drapeau rouge, la Marseillaise avec l'Internationale, le patriotisme avec l'internationalisme, ont eux-mêmes, indiqué au gouvernement le truc pour transformer un mouvement potentielle-ment subversif et qui, en fait, faisait éclater les limites de la légalité bourgeoise, en une «*grande force tranquille*» pour reprendre leur ignoble slogan. Laquelle force tranquille doit, dans leurs intentions et leurs illusions, permettre la formation d'un «*nouveau*» gouvernement, d'un gouvernement «*meilleur*», plus efficace, plus «*populaire*», plus apte par conséquent à sauver la baraque branlante de l'économie nationale, de la république des possédants, de la patrie de Sa majesté le Capital. Les élections viennent à point comme soupape de sûreté à la colère prolétarienne; le gouvernement ne s'est pas fait prier pour accepter cette bouée de sauvetage qu'on lui tendait.

Quant à ceux qui, tels les «pro-chinois», prêchent, eux, la violence, mais une violence orientée vers les mêmes buts populaires, démocratiques, interclassistes que poursuivent les faux communistes du Kremlin, ils ont également collaboré à cette néfaste entreprise de sabotage de la salutaire illégalité et de la sainte violence qui se manifestait dans la grève.

Aujourd'hui comme toujours nous dénonçons ces faux bergers, en opposant catégoriquement à leur idéologie bâtarde le lumineux enseignement de la doctrine marxiste. La société capitaliste ne peut pas être «réformée», mais doit être détruite de fond en comble; l'objectif du prolétariat n'est pas un «bon» ni un «juste» salaire, mais l'**ABOLITION DU SALAIRE**; il n'est pas le «progrès dans l'expansion démocratique», mais la **DESTRUCTION DES RAPPORTS CAPITALISTES DE PRODUCTION**, du marché, de la concurrence, de la production soumise aux exigences du profit. L'unique voie pour atteindre cet objectif, c'est la voie de la révolution et de la dictature prolétarienne, qui passe **sur le cadavre de la démocratie**, du parlement, des réformes, du respect de la légalité, de la capitulation devant les «exigences de l'économie nationale», de l'adoration servile de la fétiche Patrie.

Certains courants ont prétendu arracher les prolétaires français au bourbier du réformisme et du démocratism, des courants que le marxisme a toujours dénoncés, même quand il défendait contre la hargne des bien-pensants leur généreu-

se aspiration à donner l'assaut violent aux murailles de l'Ordre bourgeois: ce sont les éléments qui nient la nécessité de l'organisation de la violence **de classe** dans le parti politique révolutionnaire communiste; qui parlent bien de révolution, mais la remplacent par la révolte de l'individu ou de cette masse informe d'individus qu'est le «peuple», et la confondent avec la «protestation» de la «conscience» individuelle ou «collective»; qui repoussent le principe fondamental de la dictature prolétarienne, donc de l'Etat du prolétariat dirigé par le Parti en tant qu'interprète de ses buts historiques et de ses intérêts même immédiats; qui se gargarisent de «prise du pouvoir», mais nient que le pouvoir est **unique**, l'Etat central et centralisé de la classe ennemie; qui font croire aux prolétaires que ce pouvoir se trouve et peut donc être conquis **localement** à l'usine, dans l'entre-prise, le quartier, le village, dans les mille institutions périphériques de la domination bourgeoise, jusque dans l'école, l'université, tous les temples de cette vieille maquerelle, la «culture». C'est notre vieil ennemi petit-bourgeois, individualiste et anarchiste, qu'il arbore son drapeau classique ou les oripeaux dernière mode du «mouvement étudiant» ou du «pouvoir ouvrier».

Tous ces courants, entre lesquels les trotskystes ont fait la navette, se mettant tour à tour à la remorque des uns ou des autres et les aidant tous, ont contribué à priver les ouvriers d'une orientation précise, **ne serait-ce que** sur le terrain des revendications économiques; même lorsqu'ils se combattaient entre eux, ils ont tous collaboré - en réclamant «plus de démocratie», soit dans les institutions constitutionnelles, soit dans l'usine et les organismes professionnels, et en noyant le sain mouvement de la classe du prolétariat dans l'agitation informe du «peuple» - à aplanir la voie pour la rentrée en scène des politiciens en quête d'une place au soleil, au parlement ou dans le gouvernement. Toutes ces forces ont, consciemment ou inconsciemment, offert au pouvoir central de l'Etat et à son oracle en uniforme de général-président la possibilité de reprendre en main sans coup férir ces rênes qui, pour un moment, avaient semblé lui échapper. D'une façon ou d'une autre elles ont toutes sauvé la démocratie, vieille ou «nouvelle», fausse ou «véritable», parlementaire ou «directe»: alors a reparu, drapé dans les trois couleurs de la France, l'Ordre sacro-saint.

Ces faits auxquels le monde entier a assisté en frémissant de peur ou d'espoir, donnent eux aussi une confirmation de la doctrine marxiste.

CAMARADES, PROLETAIRES!

La classe prolétarienne française s'est dressée dans un gigantesque élan de colère. Les miettes économiques avec lesquelles on a voulu la «satisfaire» et la mystification démocratique au nom de laquelle on lui a fait reprendre le travail, marquent sa défaite **inévitabile mais temporaire**. Sa splendide lutte n'aura pourtant pas été vaine, et **sera même** comme tant de fois dans l'histoire **le prélude au soulèvement et à la victoire**, si les prolétaires du monde entier en tirent courageusement la grande leçon.

Cette leçon, le Parti Communiste International l'a déjà tirée, et il peut la tirer parce que même aux temps les plus noirs de la contre-révolution il a défendu, seul contre tous, le programme révolutionnaire marxiste intégral et invariable. Cette leçon, qui pour le Parti n'est que la **confirmation d'une vérité qu'il connaissait avant le déroulement des faits**, vous serez contraints de la tirer à votre tour de la terrible réalité de votre condition de classe exploitée et bafouée.

La voici:

A tous les coins de ce monde issu de la deuxième guerre impérialiste et plongé dans la deuxième paix démocratique, dans la France de la récente grève générale comme dans l'Angleterre gouvernée par les travaillistes briseurs de grève, dans les pays ex-coloniaux coincés dans une indépendance fictive ou luttant héroïquement pour la conquérir, de même que dans l'Amérique en proie aux douleurs d'une crise qu'aucun parti ou homme de la classe dominante n'est capable de résoudre, ou dans la

Russie en quête de compétition mercantile et de coexistence pacifique, partout la crise galopante du régime capitaliste vous place chaque jour plus brutalement devant cette alternative que les agents du réformisme et du collaborationnisme ont tenté et tentent en, vain, de cacher derrière le rideau de fumée de l'illusion pacifiste et démocratique:

OU DICTATURE DU PROLETARIAT OU DICTATURE DU CAPITAL, OU REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE OU GUERRE MONDIALE ENTRE LES ETATS.

Cette alternative, le marxisme ne l'a pas «inventée»; elle jaillit des lois inexorables de l'économie fondée sur votre exploitation. Que le prolétariat accepte donc le défi suprême que lui lance l'ennemi, **EN PREPARANT LES CONDITIONS DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE ET DE SA VICTOIRE**

Il les préparera, sous la direction du Parti Communiste Mondial, en chassant de ses propres rangs les divers prophètes du pacifisme, du réformisme, du démocratisme; en imprégnant les organisations syndicales de l'idéologie communiste pour en faire la courroie de transmission de l'organe de direction politique, le Parti; en creusant en leur sein une tranchée infranchissable entre prolétaires révolutionnaires et serviteurs opportunistes du capital, en arrachant leur direction aux mains des bonzes nourris au râtelier du «dialogue» avec les patrons et avec l'Etat; en se regroupant derrière le drapeau du Parti, dont le programme révolutionnaire ne connaît pas de limite de catégorie ni d'Etat, et qui, depuis le MANIFESTE COMMUNISTE de 1848, a juré à jamais, dans les hauts et les bas de la lutte, la mort du capital.

Poussé par ses déchirures internes croissantes, harcelé par les éruptions incontrôlables qui secouent chaque jour son sol pourri, le capitalisme sera contraint d'accentuer encore la dictature qu'il exerce sur vous, prolétaires, dans un effort désespéré pour se sauver; il devra déchaîner contre vous, contre vos exigences de vie et de travail les plus élémentaires, une offensive implacable. La lutte sera dure et l'adversaire de votre classe, la conduira sans ménagement; mais elle se terminera par votre victoire si **dès aujourd'hui** serré autour de nos groupes syndicaux d'usine pour reconstituer le Syndicat Rouge, pour le retour aux traditions d'un lointain passé de formidables luttes de classe, vous vous battez:

1) POUR L'UNIFICATION DE TOUTES LES LUTTES, DE TOUS LES CONFLITS ECONOMIQUES par-dessus les limites de catégorie, d'entreprise, de localité et même de pays, **en un seul conflit, en une seule lutte.**

2) Pour leur donner la DIRECTION POLITIQUE DE CLASSE unitaire et totale, que seul le Parti communiste révolutionnaire peut leur donner.

3) Pour les seules revendications qui visent à unir toutes vos forces et en même temps à attaquer à la base le régime d'exploitation du capital:

- a) réduction générale et radicale de la journée de travail;
- b) augmentation générale et massive des salaires, plus forte pour les catégories les plus mal payées, suppression des primes de rendement et autres stimulants de l'exploitation;
- c) versement du salaire intégral aux chômeurs.

Il s'agit là de la défense de vos conditions **minima** d'existence. Les bourgeois et les opportunistes glapissent d'effroi devant ces revendications: elles mettent en péril les intérêts des entreprises et les bases de l'économie nationale. Eh bien que crèvent les entreprises! Que crève l'économie nationale!

Ce sont là des **objectifs immédiats, mais de classe**. En vous battant pour eux, en vous regroupant au-tour de notre Parti, qui lie ces revendications immédiates à la **perspective finale révolutionnaire**, vous reconstituerez l'armée internationale du prolétariat dirigé par son Parti, vous préparerez cet assaut révolutionnaire au pouvoir bourgeois international qui se terminera par la destruction de l'appareil d'oppression national, et international de votre classe, l'Etat bourgeois, par l'instauration de la dictature prolétarienne et la réalisation du communisme!

Iran: La colère ouvrière défie la dictature sanguinaire des mollahs

L'Iran fait la une des médias bourgeois en raison des sanctions prises contre elle par le gouvernement américain et aussi pour dénoncer ses ingérences – réelles ou supposées – dans les affaires intérieures d'autres Etats du Moyen-Orient (du soutien au Hezbollah libanais à la rébellion houthiste au Yémen). Dans le même temps, ces médias maintiennent l'omerta sur l'agitation sociale qui existe dans le pays depuis de longs mois (et bien entendu sur la répression qui frappe les travailleurs).

DES GRÈVES ET DES MANIFESTATIONS OUVRIÈRES

Depuis décembre 2017, l'Iran est touché par de nombreuses grèves et manifestations qui sortent du cadre de la rivalité entre bouchers islamistes réformateurs et conservateurs. A la différence du mouvement de 2009 qui avait un caractère petit bourgeois marqué, l'agitation actuelle est de nature essentiellement prolétarienne. De fin décembre à début janvier, Téhéran et ses banlieues industrielles ont été secouées par des manifestations de masse, tout comme des régions «périphériques» moins développées que le reste du pays. Dans les quartiers et les régions pauvres, c'est principalement la jeunesse non-étudiante qui s'est mobilisée cette fois-ci. Les revendications portaient sur les conditions de vie, comme l'illustre le slogan «A bas la hausse des prix!». Les mots d'ordre sont devenus rapidement politiques: «Pain, travail, liberté», «A bas le dictateur Khamenei» ou «Conservateurs et réformateurs, votre heure est venue». Les manifestants ont dû affronter une répression très violente, les arrestations se comptent par centaines et les morts par dizaines.

Depuis plus de six mois, l'agitation a diminué d'intensité mais elle reste quasi-permanente: rassemblement des retraités contre le non-paiement des pensions, de travailleurs licenciés, des chauffeurs routiers, des grévistes licenciés, de fonctionnaires, de travailleurs des raffineries ou l'agro-alimentaire... Cependant les principaux secteurs industriels – automobile et énergie – sont restés calmes.

UN PAYS MINÉ PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE...

L'agitation a pour origine la crise économique qui frappe le capitalisme iranien. La bourgeoisie peut de moins en moins financer des amortisseurs sociaux et les masses laborieuses subissent de plein fouet les effets de la crise.

Les conditions de vie des prolétaires et des masses pauvres se dégradent rapidement. Les salaires stagnent, 40 % des travailleurs gagnent moins que le salaire minimum, les licenciements se multiplient, des salaires ne sont pas

payés par les patrons, les allocations pour les plus pauvres sont en baisse, le nombre de bidonvillages et de sans-abris est en hausse... Le chômage est en forte augmentation (20 % officiellement pour les femmes et 10 % pour les hommes). Un quart des jeunes sont au chômage selon les chiffres officiels, ce qui les oblige à habiter chez leurs parents. Dans le même temps, le coût de la vie est en augmentation, phénomène renforcé par les coupes dans les subventions pour les produits de premières nécessités et l'augmentation de 50 % des prix de l'essence. Les classes moyennes connaissent également un profond mouvement de prolétarianisation. Une partie de celles-ci a été ruinée à cause des taxes sur leur épargne.

... ET PAR UN DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE PRÉDATEUR

Les prolétaires et les pauvres sont aussi fortement touchés par ce que certains nomment une «crise écologique» et des catastrophes qui ne sont en fait que l'expression de la crise économique.

En novembre 2017, un tremblement de terre a tué plusieurs centaines de personnes et a jeté à la rue des dizaines de milliers d'Iraniens. Si le tremblement de terre était inévitable, par contre ses conséquences meurtrières ne l'étaient pas: elles sont le résultat de l'anarchie capitaliste qui construit rapidement et aux plus faibles coûts pour les prolétaires des logements qui ne résistent pas aux secousses sismiques.

A cela s'ajoute des catastrophes environnementales. Le territoire iranien est frappé par une importante sécheresse qui ruine les agriculteurs et assoiffent les populations urbaines. C'est la conséquence des prélèvements massifs dans les nappes phréatiques pour alimenter les industries mais aussi du mauvais entretien du réseau de distribution, qui entraîne un gaspillage massif. La sécheresse est aussi à l'origine d'importantes tempêtes de sable.

UN RÉGIME SAISI PAR LA FIÈVRE GUERRIÈRE

La bourgeoisie iranienne entend fai-

re du pays une puissance régionale. Elle jouit, par exemple, d'une grande influence dans la vie politique libanaise via le parti chiite Hezbollah, et est un des principaux soutiens, avec la Russie, du régime de Bachar El-Assad en Syrie. Sur sa route vers la domination régionale, elle trouve la monarchie islamiste d'Arabie Saoudite et le régime raciste israélien, soutenus par les Etats-Unis.

Cela engendre des dépenses militaires importantes et permet aux forces militaires – en particulier les «Gardiens de la Révolution» – de contrôler une large part de l'économie.

40 ANS DE «RÉVOLUTION ISLAMIQUE» – 40 ANS DE TERREUR BLANCHE

Les prolétaires cherchent à s'organiser, en créant des syndicats mais la répression est très forte. Le régime des mollahs s'est construit sur les cadavres des syndicalistes et des militants des partis de gauche. Dès 1981, les islamistes se sont retournés contre les pro-soviétiques du Toudeh et contre certains trotskistes qui avaient été leurs fervents supporters. A la fin des années 1980, le régime a poursuivi sa vendetta en exterminant des dizaines de milliers de prisonniers politiques.

Le seul syndicat autorisé est celui des enseignants – ce qui ne l'empêche pas de subir la répression – et de petits syndicats sans reconnaissance légale se sont créés dans les entreprises en lutte. Il n'y a pas cependant de mouvement syndical organisé à l'échelle nationale.

Il n'existe pas réellement d'opposition organisée à l'intérieur du pays. Les principaux partis «révolutionnaires» sont en exil depuis des décennies et défendent une ligne plus ou moins ouvertement réformiste. Les partis hekmatistes mettent en avant principalement le slogan «A bas la République islamique», mais accompagné de mots d'ordre fourre-tout qui ne dépassent pas l'horizon bourgeois: «Vive la liberté, l'égalité et l'État ouvrier» (PC d'Iran) «Vive la liberté, l'égalité, la prospérité» (Parti Communiste-Ouvrier Hekmatiste) ou «Iran libre, laïque, moderne, prospère et humain» (Parti Communiste-Ouvrier) (1). Une fois de plus les Hekmatistes démontrent la nature petite-bourgeoise de leurs orientations (2).

De son côté, le parti Toufan – Parti du Travail d'Iran, lié à l'ancien courant pro-albanais, défend des positions lé-

galistes et pacifistes: il appelle «*les masses (...) à éviter les violences prématurées*» et affirme qu'«*une «grève générale forcerait le régime à se retirer*» (3).

**IL N'Y A QU'UNE
ALTERNATIVE:
LA RÉVOLUTION
PROLÉTARIENNE**

L'Iran subit les effets de la crise du capitalisme et cela pousse le régime à intensifier ses attaques contre les prolétaires. Les coups qui pleuvent sur eux sont les mêmes que ceux dont sont victimes les travailleurs dans les autres pays du monde.

Aujourd'hui, les travailleurs et les masses ressentent une haine profonde contre cette société d'exploitation et de terreur. Cette haine

La vague de lutte a sans doute été stoppée – au moins en partie – avant qu'elle ne prenne une trop grande ampleur; mais elle représente une étape de plus dans l'expérience accumulée par le

prolétariat d'Iran, expérience qui accompagne celle du prolétariat de tous les pays du Moyen-Orient. La pression capitaliste n'a pas cessé et ne cessera pas de s'accroître, aggravant à l'extrême les conditions de vie du prolétariat et des masses laborieuses.

Mais plus l'offensive bourgeoise s'élargit et se durcit, plus le prolétariat est poussé à une lutte impitoyable contre son ennemi de classe, plus il accumule d'expérience et plus il augmente sa capacité d'organisation.

Mais pour que ces combats ne soient pas vains pour son renforcement, le prolétariat doit lutter sur deux objectifs fondamentaux : organiser ses rangs en toute indépendance de classe et élargir sa lutte par-delà les limites géographiques.

Au-delà se pose la question cruciale pour l'avenir du prolétariat du parti de classe. L'absence du parti, terriblement dramatique dans les aires de hautes tensions sociales, prive les luttes de la classe d'une direction capable de relier les directives de l'action immé-

diante et partielle à celle plus vaste de l'organisation révolutionnaire du prolétariat. Mais il n'y a pas d'autre voie que celle de la construction du parti de classe, en liaison avec la classe, pour conduire les mouvements de lutte des masses prolétariées et pour que toutes les luttes immédiates servent l'objectif révolutionnaire du prolétariat.

Cette constitution passera nécessairement par le bilan des fausses alternatives qui, au cours des décennies écoulées, ont égaré les militants en rupture avec le stalinisme et les diverses variantes de l'opportunisme.

(1) cf «Did you know that in Iran...», 30 avril 2018, *wpiran.org*

(2) Voir «Communisme-ouvrier ou démocratismes petit-bourgeois?», *Programme communiste* n°103; Janvier 2016

(3) cf «Vive le mouvement impétueux du peuple iranien», 8 janvier 2018, *pcof.net*

Nicaragua

La fin sanglante du sandinisme et la nécessité d'une orientation de lutte de classe

À la mi-juin la bestiale répression exercée depuis le mois d'avril, par la police, les militaires et les organisations liées au FSLN (Front Sandiniste de Libération Nationale, le parti au pouvoir), contre les manifestations de protestation dans tout le Nicaragua, avait fait 212 morts (dont des enfants et des adolescents) et plus de 1300 blessés, selon la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH).

Les protestations ont commencé après la mesure de «réforme» des retraites, instaurée sur recommandation du FMI par un décret du président Daniel Ortega le 17 avril.

Prétendument équilibrée, parce qu'elle prévoyait une augmentation des cotisations patronales en même temps que celles des salariés, cette réforme visait avant tout les travailleurs qui voyaient baisser leurs pensions de 5% – avec effet rétroactif. Cette réforme destinée à résorber le déficit de la sécurité sociale, s'ajoutait à la hausse des prix des carburants et à la baisse des aides sociales, mesures mises en œuvre dès 2017 qui ont suscité un mécontentement croissant parmi la population au fur et à mesure que leurs conséquences (augmentation du chômage et de la pauvreté) devenaient manifestes.

La sanglante répression des étudiants qui avaient manifesté les premiers contre l'attaque contre les retraites a suscité une indignation générale et mis le feu aux poudres. Les manifestations se sont étendues à tout le pays. L'Église catholique ainsi que les organisations patronales (COSEP: Conseil supérieur du Secteur Privé) qui jusqu'alors soutenaient le gouvernement, ont condamné la répression. Ortega a donc été contraint d'annoncer le 22 avril le retrait de la réforme.

Mais cela n'a pas désarmé les opposants qui ont continué les manifestations : des dizaines de milliers de personnes, en majorité des jeunes ont défilé dès le lendemain 23 avril dans la capitale Managua, ainsi que dans d'autres villes du pays contre la répression et en solidarité avec les étudiants. Les manifestations et barrages de routes se sont amplifiés par la suite, tandis que la répression gouvernementale s'accroissait, mais sans pouvoir briser le mouvement qui se généralisait et entraînait divers secteurs de la population : petits commerçants, petits patrons aux côtés de prolétaires, demandant le départ d'Ortega et manifestant

**Lisez, diffusez, soutenez
la presse internationale
du parti ! Souscrivez !**

- «programme communiste»
Revue théorique en français
- «il comunista»
Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
- «El proletario»,
Journal en espagnol
- «Proletarian»,
Bulletin en anglais

A NOS LECTEURS

L'augmentation incessante des frais d'imprimerie et plus encore des frais postaux nous a conduit, depuis le numéro 527, à modifier le format de publication de notre journal.

Dorénavant *Le Prolétaire* est publié sous format A4, comme le sont déjà *El Proletario*, *Proletarian* et le *suplemento Venezuela*. L'économie substantielle ainsi réalisée permettra d'éviter que soit menacé le développement de notre activité par des contraintes financières.

Nous profitons de l'occasion pour réitérer l'appel à nos lecteurs et sympathisants à soutenir notre action en s'abonnant à la presse et en souscrivant à la souscription permanente. Le parti a besoin de votre soutien!

**Souscrivez pour la diffusion de la
presse du parti!**

Abonnez-vous, ré-abonnez-vous!

(Suite en page 14)

Nicaragua

La fin sanglante du sandinisme et la nécessité d'une orientation de lutte de classe

(Suite de la page 13)

sous le drapeau national.

A la mi-mai un «dialogue national» a été mis en place avec l'appui des Etats-Unis et de l'Organisation des Etats Américains; mais il a été interrompu au bout de quelques jours en raison de la poursuite de la répression sanglante et du refus du gouvernement d'accéder à certaines demandes de l'opposition.

Le 14 juin la grève nationale appelée par l'«Alliance Civique pour la Justice et la Démocratie», rassemblement regroupant organisations étudiantes, patronales, paysannes et la hiérarchie catholique, a été un grand succès, paralysant complètement le pays.

A la suite de cette grève les réunions dans le cadre du «dialogue national» ont repris. L'opposition, qui a accepté d'appeler à la levée des barrages, demande des élections présidentielles anticipées (proposition qui avait été faite par Ortega lui-même).

* * *

Le Nicaragua, peuplé d'un peu plus de 6 millions d'habitants est le pays le plus pauvre d'Amérique Latine (après Haïti). Il exporte essentiellement des produits agricoles et des produits textiles; son premier partenaire économique sont les Etats-Unis qui sont aussi le premier investisseur.

Il y a une trentaine d'années, il a connu une puissante révolte populaire qui a mis fin au régime dictatorial de la famille Somoza (installée et protégée par les Etats-Unis depuis les années trente du siècle dernier). Les guérilleros du Front Sandiniste s'étaient mis à la tête de la révolte, mais pour la canaliser et l'empêcher qu'elle prenne un tour anti capitaliste, la limitant pratiquement à la chute du dictateur (1). Cependant en dépit des ouvertures des Sandinistes envers l'impérialisme américain, en dépit du caractère très limitée des réformes sandinistes (seuls les grands propriétaires les plus liés au dictateur furent expropriés), le gouvernement Reagan soutint la lutte armée des «*contras*» (partisans de Somoza) contre le régime et lui imposa de lourdes sanctions économiques.

En 1990 Daniel Ortega fut battu aux élections présidentielles. Les 15 ans qui suivirent furent marquées par une politique libérale et anti sociale désas-

treuse pour la population déshéritée (famines, pauvreté d'un côté, corruption et enrichissement rapide de l'autre).

En 2006 Ortega était élu à la présidence; si son programme avait un volet social non négligeable (santé, lutte contre l'analphabétisme, etc.), il avait passé des accords politiques avec des politiciens de droite et pris un ancien *contra* comme vice-président. Pour consolider son pouvoir, le parti sandiniste prit appui sur l'Eglise catholique (le parlement vota une loi interdisant l'avortement, y compris pour des raisons thérapeutiques) et le patronat. Félicité pour sa politique économique par le FMI et les organisations financières internationales, le gouvernement nicaraguayen reçut une aide financière importante des Etats Unis et mena avec lui une coopération dans divers domaines (2); cela ne l'empêcha pas de recevoir également une aide importante du Venezuela (en pétrole, équivalente au quart du budget annuel) et de prendre au niveau international des positions dites «anti-impérialistes» – entièrement bourgeoises en fait – (soutien diplomatique à la Libye et à l'Iran, etc.) mais qui étaient utilisées pour se donner une image «de gauche» au plan intérieur.

Les premières années de la présidence Ortega furent celles d'une croissance économique retrouvée. Les investissements étrangers s'accrurent, attirés par les bas salaires et une politique favorable aux entreprises, rassurés par un budget équilibré, alimenté en partie par les envois des immigrés aux Etats Unis (représentant 60% du budget du pays). Ortega fut réélu en 2011 et 2016 (dans ce dernier cas avec sa femme comme vice-présidente) – en dépit de la détérioration de la situation des masses prolétariées, des critiques sur la corruption du régime ou de l'opposition au projet pharaonique de percement d'un canal rivalisant avec celui de Panama (3); la forte hausse de l'abstention à ces élections avait sans aucun doute un caractère prolétarien.

Mais l'élection de Trump aux Etats-Unis (ils ont réduit leur aide, de 10 millions de dollars par an à seulement 200 000, et ils font peser une menace de sanctions à cause du soutien affiché du Nicaragua au Venezuela), conjuguée aux difficultés économiques vénézuéliennes (qui ont entraîné la réduction drastique de son aide et la diminution

des exportations nicaraguayennes vers ce pays), et à la baisse des prix des produits agricoles, ont changé la donne dans la dernière période. Le patronat et le gouvernement ont fait retomber les difficultés économiques sur les prolétaires et les masses. Le salaire réel moyen est en baisse, et la pauvreté est telle que 60% de la population ne pour-

Suplemento Venezuela N° 22 al N. 52 de «el programa comunista» Diciembre de 2017

En este suplemento

- ¡Frente a la crisis capitalista, que empuja a la pequeña burguesía a la calle, el proletariado necesita su organización de clase independiente y su partido revolucionario!
- Dictadura proletaria y partido de clase
- La Asamblea Nacional Constituyente, tierra en los ojos de las masas proletarias...
- Brasil, entre crisis económica, rivalidades políticas y lucha de clases
- Default o no default, la cuestión es que el gobierno chavista hambrea al proletariado para alimentar al sistema financiero internacional
- ¡El aumento de salario es una burla en forma de migajas!
- Pagar o no pagar la deuda es un falso dilema

Precio del ejemplar:

Europa: 0,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 0,5; USA y Cdn: US \$ 1.

El Proletario

Órgano del partido comunista
internacional

No 16

Enero-Mayo de 2018

- Cataluña, punto de ebullición del orden burgués
- El capitalismo mundial, de crisis en crisis
- Primero de mayo de 2018. La clase dominante burguesa y sus partidarios falsamente obreros festejan otro año de altos beneficios capitalistas mientras las grandes masas proletarias sufren la explotación más bestial y la miseria cotidiana.
- Nuestro partido nunca será virtual
- El Comunista y las posiciones falsamente marxistas acerca del «problema catalán»
- Muerto contra el protocolo

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

rait pas se payer la «canasta básica», les produits vitaux de base.

NON AU DIALOGUE NATIONAL ! OUI À LA LUTTE DE CLASSE !

Le responsable du sort des prolétaires et des masses pauvres nicaraguayennes n'est donc pas le seul clan Ortega et sa corruption: toute la classe bourgeoise a inspiré la politique gouvernementale et la hiérarchie catholique l'a soutenue jusqu'au bout. Mais aujourd'hui le Sandinisme semble avoir épuisé son utilité pour le maintien de l'ordre social au Nicaragua; les organisations patronales, l'Eglise catholique ainsi que les organisations étudiantes et autres participant au dit «dialogue national», ont comme but principal d'éviter que la colère généralisée contre la situation dont souffrent les masses ne prennent une orientation anticapitaliste et ne se transforment en véritable insurrection; c'est pourquoi elles prêchent le pacifisme face aux crimes de la police et des bandes organisées du régime et c'est pourquoi elles ne préconisent d'autre alternative que des élections anticipées dans quelques mois et qu'elles sont prêtes à sacrifier le bouc émissaire Ortega.

Mais ce ne sont pas de nouvelles élections qui peuvent modifier la situation des prolétaires et des masses exploitées, et cette perspective de nouvelles élections n'a pas d'autre but que d'arrêter le mouvement en cours. Seule la lutte prolétarienne, sur des bases de classe, pourrait arracher des concessions aux bourgeois. Mais pour cela il faut rompre avec le mensonge de l'union interclassiste qui laisse les prolétaires sous la coupe des bourgeois et des petits bourgeois, il faut rompre avec le mensonge de l'union nationale qui ne sert que les capitalistes.

Les prolétaires et les masses nicaraguayennes se sont fait duper par les illusions interclassistes et nationales au cours de leur longue histoire de lutte contre l'impérialisme et contre les dictatures. Bourgeois et petits bourgeois continuent aujourd'hui la même besogne.

Pour que les victimes du régime sandiniste ne soient pas tombées en vain, pour que la gigantesque mobilisation des masses ne débouche pas sur un énième replâtrage de la dictature bourgeoise, pour qu'il soit possible d'en finir avec la misère, la répression et l'exploitation, il ne faut pas compter sur un quelconque «dialogue national» entre bourgeois; et il ne suffira pas de remplacer Ortega par un autre politicien: c'est le capitalisme qu'il est nécessaire de combattre, et l'Etat bourgeois qu'il faut

abattre, en opposant la lutte de classe au dialogue national.

Et le premier pas sur cette voie est le travail pour la constitution de l'organisation de classe du prolétariat, en union avec les prolétaires des autres pays, qui connaissent la même situation que les prolétaires du Nicaragua.

24/6/2018

(1) Pour une analyse de ces événements, voir les articles sur notre presse de cette époque, notamment «La triste trajectoire du sandinisme» (*Le Prolétaire* n°295, 8-21/9/79), «A propos de la révolution sandiniste» (*Programme Communiste* n°87, décembre 1981), etc.

(2) Selon une déclaration officielle du gouvernement américain, «le gouvernement du Nicaragua et les Etats-Unis coopèrent sur le respect des lois, la lutte contre le narco-trafic, le contrôle des flux migratoires, la protection contre les catastrophes naturelles, l'amélioration du commerce et d'autres sujets d'intérêt mutuel». Le même texte précise que «les Etats Unis sont le partenaire économique dominant du Nicaragua, achetant 51% de ses exportations, fournissant 32% de ses importations, 20% de ses investissements, étant la source de 54% des envois financiers des émigrés (...) selon les chiffres des 2017»

cf <https://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/1850.htm>.

(3) L'accord pour le percement de ce canal avec une compagnie chinoise a été entouré d'obscurité. Il a provoqué l'opposition des paysans qui auraient été situés sur le trajet du canal, l'opposition de ceux qui soupçonnaient une vaste entreprise de corruption, ainsi que celle des petits bourgeois nationalistes protestant contre le bradage des terres à des étrangers. Mais cet accord semble caduc et le milliardaire chinois promoteur du projet a disparu...

«el programa comunista» Revista teórica N°53 - Junio de 2018

- ¡Viva Octubre rojo, de ayer y mañana!
- Las grandes lecciones de Octubre de 1917-1936-1939.
- La Guerra de España
- Cronología abreviada
- Informe de Amadeo Bordiga sobre el fascismo. V Congreso de la Internacional Comunista. (23ª sesión, 2 de julio de 1924)

Precio del ejemplar: 3 €.; América latina: US \$ 1.5; USA y Cdn: US\$ 3; £ 2; 8 FS; 25 Krs. **Precio solidario:** 6 €; América latina: US\$ 3; USA y Cdn.: US\$ 6; 6 £; 16 FS; 50 Krs. **Suscripción:** el precio de 4 ejemplares.

La CNT-SO chante du réformisme éducatif et de l'école bourgeoise

La CNT (Confédération nationale du Travail) Solidarité Ouvrière est née à l'automne 2012 d'une scission de la CNT (dite CNT Vignoles) sur la question des permanents syndicaux et de la participation aux élections professionnelles. La nouvelle CNT se réclame de l'héritage anarcho-syndicaliste et se définit comme un syndicat «combatif et révolutionnaire» qui «se fixe un but de transformation sociale révolutionnaire» (1). Bien entendu, ces déclarations de principe n'engagent que ceux qui y croient !

Les récentes mobilisations dans l'éducation ont permis à la CNT-SO de montrer qu'elle était une organisation platement réformiste.

La centrale anarcho-syndicaliste n'a pas hésité à se faire le défenseur de l'Etat capitaliste et de son école!

Elle dénonce en effet les récentes «réformes» en estimant que «c'est vers un lycée pro aux ordres de l'entreprise que l'on s'oriente» et que «le Lycée Professionnel [actuel] est un héritage des combats de la classe ouvrière: il avait pour rôle de former intellectuel-

lement les enfants des prolétaires» (2). Quelle fumisterie !

L'enseignement professionnel est – et à toujours été – l'avorton des politiques bourgeoises avec comme seul objectif de servir la bourgeoisie. En France, sa création a été ouvertement anti-prolétarienne: «il revient au gouvernement de Vichy d'avoir mis en place un schéma de l'enseignement professionnel dont les institutions d'aujourd'hui sont les héritières». Il a été fondé pour «faire triompher cette idéologie du travail national [qui] requiert non seulement d'endoctriner les jeunes mais aussi de les modeler à l'ordre professionnel a-classiste et hiérarchiste» (3).

Dès le milieu du XIXe siècle, Engels dénonçait les écoles bourgeoises s'adressant aux prolétaires comme des instruments destinés à répandre parmi les ouvriers les connaissances utiles à la bourgeoisie. On y enseigne les sciences de la nature qui distraient les ouvriers de leur lutte contre la bour-

(Suite en page 16)

La CNT-SO chantre du réformisme éducatif et de l'école bourgeoise

(Suite de la page 15)

geoisie, et peuvent leur donner les moyens de faire des découvertes qui rapporteront de l'argent aux bourgeois – alors que la connaissance de la nature est en vérité actuellement sans aucune utilité pour l'ouvrier, car bien souvent il n'a pas même l'occasion de voir la nature dans la grande ville où il vit, accaparé qu'il est par son travail prolongé; on y prêche aussi l'économie politique, dont l'idole est la libre concurrence et d'où il résulte seulement, pour l'ouvrier qu'il n'a rien de plus raisonnable à faire que de mourir de faim avec une calme résignation; toute l'éducation qu'on y donne tend à rendre docile, souple, servile à l'égard de la politique et de la religion régnantes, si bien qu'elle n'est, pour l'ouvrier, qu'une continuelle exhortation à l'obéissance tranquille, à la passivité et à la soumission à son destin» (4).

Logiquement, le programme scolaire de la CNT-SO se fait dans la société bourgeoise et promeut une émancipation «en douce» sans se soucier de l'État en place, ce qui implique le gradualisme, c'est-à-dire l'illusion de la transformation graduelle de la société sans l'affrontement général des classes et l'insurrection. Les anarcho-syndicalistes revendiquent donc «une école de la tolérance, où l'égalité soit effective», «une école qui construit l'esprit critique [...] loin des diktats de la société capitaliste et des compétitions qu'elle engendre», une «école émancipatrice» (5) capable de «former à l'esprit critique, à l'expression d'une sensibilité» (2). Ils ne font que reprendre des orientations qui ne vont pas au-delà des exigences de la conservation sociale : «démocratisation» de l'enseignement, investissements accrus dans l'école publique, participation à la gestion et à la définition des contenus d'enseignement...

On trouve ce réformisme plus largement sur la question des «services publics». La CNT-SO met en avant une série de mots d'ordre : platement réformistes comme «Redistribution des richesses pour des services publics de qualité, sans profits et d'égal accès à tous et toutes» ou «Maintien d'un maillage territorial fort des services publics et gestion directe par les agents et usagers» (6) qui associe les travailleurs et la masse interclassiste des «usagers» cogérant dans le cadre de la société bourgeoise des branches de l'État...

Pour les communistes, l'école actuelle – de la maternelle à l'université, publi-

que ou privée, religieuse ou laïque – est une institution de la société capitaliste, soumise comme les autres aux aléas de l'évolution économique et n'échappant pas aux difficultés et aux contradictions qui éclatent lors des crises. La surproduction ne concerne pas que les marchandises «matérielles»; elle concerne aussi la marchandise force de travail prolétarienne, mais également les diplômés, futurs agents de l'encadrement de cette force de travail, cadres ou responsables divers de la société bourgeoise.

En période de crise, les prolétaires sont jetés en masse à la rue, en même temps que sont détruites les marchandises et les forces de production en surnombre; les couches petites-bourgeoises sont, elles aussi, frappées pour sauver les profits des entreprises capitalistes les plus fortes. Précipitées ou menacées d'être précipitées dans les rangs du prolétariat, elles n'ont en réalité d'autre perspective que de lutter contre le capitalisme, en rejoignant la lutte prolétarienne de classe.

Les communistes combattent l'illusion petite-bourgeoise – véhiculée par la CNT-SO et une très large partie de l'«extrême» gauche – selon laquelle une «démocratisation» ou une «école émancipatrice» pourrait permettre aux élèves d'échapper, dans leur majorité, à l'exploitation, au chômage, à la prolétarisation.

La perspective communiste n'est pas la réforme de l'école, pas plus que la réforme des autres institutions bourgeoises et de l'État, mais leur destruction. L'école ne sera émancipatrice pour la jeunesse prolétarienne et laborieuse que lorsque l'État de dictature du prolétariat sera bâti sur les ruines de la société bourgeoise. L'adversaire des jeunes scolarisés est le capitalisme qui, de crise en crise, accroît l'exploitation, l'oppression et la répression et qui se dirige inexorablement vers une nouvelle guerre mondiale. Plus tôt les jeunes s'en apercevront et plus tôt ils comprendront que seule la reprise de la lutte de classe prolétarienne peut s'opposer à ce destin que le capitalisme réserve à l'humanité.

Il n'y a donc pas de tâche plus urgente que le travail pour la reprise de la lutte de classe, pour la constitution du prolétariat en classe, donc en parti ; que le travail pour la constitution du parti communiste révolutionnaire qui dirigera la lutte prolétarienne vers la prise du pouvoir et la destruction de l'État bourgeois et de ses diverses institutions, permettant au prolétariat de se constituer en classe dominante et ouvrant la

voie à la transformation sociale qui débouchera sur la société communiste sans classe.

C'est la tâche à laquelle nous appelons jeunes et moins jeunes à consacrer leurs énergies au lieu de les dilapider en vain à la poursuite des chimères du réformisme.

(1) «Présentation de la CNT - Solidarité ouvrière»

(2) «Attaque contre l'École : au tour de l'enseignement professionnel de morfler!»

(3) Philippe Geneste, «Le travail de l'école: contribution à une critique prolétarienne de l'éducation», Acratie, 2009. L'auteur n'est pas un communiste mais un militant de L'École Emancipée puis d'Emancipation, tendance anarcho-syndicaliste qui n'est jamais en reste pour défendre l'école capitaliste au nom de la laïcité ou du réformisme éducatif.

(4) «La Situation de la classe ouvrière en Angleterre», 1845

(5) «Réformes Blanquer, une éducation au service du MEDEF et contre les classes populaires».

(6) Tract pour la grève du 22 mars «Services publics en danger, on va grèver!»

Programme communiste

Revue théorique du parti communiste international

No 104 (Mars 2017)

- Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1)
- Les causes historiques du séparatisme arabe
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (1)
- Histoire de la Gauche communiste:
 - La question du Front Unique (3)
 - Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4)
- Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste (Extraits du Manifeste de la Fraction après son Congrès de 1935)
- À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique ! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays ! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

Vague de grèves dans l'éducation aux Etats-Unis

C'est sur le terrain de classe

que les travailleurs peuvent arracher la victoire!

Depuis le début de l'année 2018, les Etats-Unis sont touchés par des grèves massives des travailleurs de l'éducation. L'élément déclencheur a été la lutte menée en Virginie occidentale.

De fin février à mi-mars, 20 000 enseignants et plus de 10 000 conducteurs de bus scolaires, agents de restauration et autres employés se sont mis massivement en grève pour une augmentation de salaire et une meilleure prise en charge des dépenses médicales. Cette grève a été en partie victorieuse: les travailleurs ont gagné 5 % d'augmentation pour eux mais aussi pour tous les travailleurs du secteur public. Cette victoire est partielle car rien n'a été obtenu pour la santé; or la hausse des coûts des soins médicaux, seulement «gelée» provisoirement pendant 17 mois, risque d'annuler de fait l'augmentation de salaire.

MALGRÉ CELA, CETTE GRÈVE EST EXEMPLAIRE CAR ELLE A ÉTÉ MENÉE, EN PARTIE, SUR LE TERRAIN DE CLASSE

Les travailleurs se sont battus sur leurs revendications propres – augmentation de salaire et accès moins coûteux à la santé – et pas sur une perspective de réformer le système éducatif pour le rendre plus «démocratique» ou plus «émancipateur». La question salariale est essentielle: beaucoup gagnent un salaire réel de moins de 15\$ l'heure, les familles de certains enseignants doivent bénéficier du programme alimentaire gouvernemental, de nombreux enseignants sont contraints de cumuler deux emplois... La situation du personnel non enseignant est aussi dramatique.

Ils se sont battus avec une arme de classe: la grève sans limitation préalable de durée. Les travailleurs ont cessé le travail pendant neuf jours sans s'épuiser dans la stratégie de multiplier des débrayages qui – par leur caractère ponctuel – ne s'attaquent pas à l'employeur mais quémangent seulement d'être «écoutés». La stratégie des «journées d'action» ou des grèves perlées défendue par le collaborationnisme sert uniquement à affaiblir la riposte et épuiser les grévistes.

Au contraire, en Virginie, pendant neuf jours, toutes les écoles publiques (757 au total) dans les 55 comtés de l'État ont été fermées. Cette période de grève a été menée alors que les syndi-

cats ne souhaitaient appeler qu'à une grève tournante, puis une grève limitée de deux jours.

Le combat a été mené dans l'unité.

Les travailleurs ont mené le combat coude à coude, au-delà des divisions catégorielles : enseignants, chauffeurs de bus, employés de restauration ou d'entretien, personnel administratif... Le combat a réuni les travailleurs affiliés aux syndicats représentant les différentes catégories de personnels: la West Virginia Education Association (WVEA), la Fédération américaine des enseignants de Virginie-Occidentale (AFT-WV) et l'Association du personnel de service scolaire de Virginie-Occidentale (WVSSPA) et les non syndiqués. De plus, les grévistes se sont battus pour l'augmentation du salaire de tous les travailleurs de l'État, soit 200 000 personnes (plus de 10 % de la population de la Virginie Occidentale).

Cette grève a été menée malgré et contre la légalité bourgeoise. Le droit de grève est limité dans cet Etat et, en 2016, une loi dite du «droit au travail» est entrée en vigueur pour paralyser au maximum l'activité syndicale. Peu avant le début de la grève, le procureur général de l'État a déclaré que celle-ci serait illégale et a menacé les travailleurs d'*«agir»* (c'est-à-dire de réprimer) car *«l'arrêt de travail imminent est illégal»*. En Virginie-Occidentale, les syndicats des enseignants et des autres agents publics n'ont jamais eu de reconnaissance légale, ils sont considérés comme des «associations bénévoles».

Les travailleurs se sont auto-organisés. La grève a été déclenchée par des discussions dans les écoles, ainsi que sur les médias sociaux, par des enseignants dans les comtés houillers du sud. Le très bourgeois New York Times notait que les enseignants de Virginie occidentale avaient *«trouvé des moyens de s'organiser et d'agir en dehors du syndicalisme traditionnel. Les enseignants et les travailleurs des services publics à travers l'État ont exprimé leurs frustrations dans un énorme groupe Facebook, et leur débrayage a fini par inclure des membres de trois syndicats différents et de nombreuses personnes non syndiquées»* (1). Les syndicats ont été contraints de travailler ensemble mais aussi avec les non-syndiqués à l'échelle de chaque comté (2).

Les grévistes ont ainsi réussi à

contrecarrer les manœuvres des bonzes collaborationnistes. Non seulement, les grévistes ont refusé de se laisser enfermer dans une grève limitée dans le temps mais ils n'ont pas accepté de reprendre le travail après une première annonce d'accord entre le gouverneur et les syndicats. Les grévistes, jugeant à juste titre les garanties insuffisantes (cet accord prévoyait en outre que l'augmentation des salaires serait payée par une diminution des dépenses sociales), ont voté comté par comté. A l'issue du vote, la décision était nette: poursuivre la grève, garder les écoles fermées.

Les salariés de l'enseignement ont cherché la solidarité de classe. Ils n'ont pas lancé des appels aux usagers ou à la défense d'un supposé «intérêt général». Ils se sont tournés vers la nombreuses classes ouvrières de cet Etat minier. Ils ont témoigné d'une réalité solidarité classiste envers les familles prolétaires. Dans un État où la pauvreté est élevée, où les deux-tiers des élèves dépendent du petit-déjeuner et du déjeuner gratuits, les grévistes et leurs soutiens ont recueilli et distribué de la nourriture pour leurs enfants tout au long de la grève.

Ils se sont souvenus des luttes des mineurs des années 70 avec des piquets de grève interdisant le travail. Ils ont fièrement porté des foulards rouges, en référence à la grande grève des mineurs des années 1920, les Guerres du charbon. Pendant ces conflits, des milliers de mineurs se sont armés pour faire face aux troupes, aux flics et aux briseurs de grève. Ce fut l'un des plus grands soulèvements prolétariens de l'histoire des États-Unis; de nombreux mineurs furent assassinés et environ un millier passèrent en jugement sous les accusations de meurtre, conspiration et trahison.

MÊME SI LA VICTOIRE DES GRÉVISTES EST PARTIELLE, LEUR LUTTE EST EXEMPLAIRE À PLUS D'UN TITRE

La grève des enseignants de Virginie Occidentale a été largement commentée par les groupes qui s'affirment révolutionnaires. Si certains ont voulu y voir plus que ce qu'elle signifiait réellement – un premier pas prometteur – d'autres, l'ont déniée en raison de ses limites. C'est en particulier le cas

(Suite en page 18)

Vague de grèves dans l'éducation aux Etats-Unis ...

(Suite de la page 17)

des trotskystes du Comité international de la Quatrième Internationale (leurs sections nationales portent le nom de Parti de l'Égalité Socialiste et ils animent le site wsws.org) qui présentent son résultat comme une défaite et une trahison: «*Contrairement aux proclamations des syndicats, cependant, l'accord conclu pour mettre fin à la grève n'est pas une victoire pour les enseignants (...). De plus, la hausse unique des salaires de 5 % pour les travailleurs du secteur public sera financée par d'importantes coupes dans les programmes sociaux (...). Au lieu de taxer les riches et les sociétés énergétiques qui dominent l'État et contrôlent les démocrates et les républicains, tout financement supplémentaire pour de maigres augmentations de salaire viendra de l'annulation d'un programme gratuit de scolarité des collèges communautaires, une réduction de 10 millions de dollars dans le programme des soins de santé de Medicaid pour les résidents à faible revenu, l'élimination du nouveau financement pour les cliniques de soins de santé gratuits, et d'autres réductions*» (3).

Primo, arrêter une grève, même sur un compromis, surtout lorsque ce sont les travailleurs qui le décident eux-mêmes et non les bureaucraties syndicales à leur place, n'est pas forcément un échec et encore moins une trahison. Le rapport des forces peut être trop défavorable pour continuer la lutte avec des chances de succès; il vaut mieux alors arrêter le conflit pour le reprendre plus tard avec plus de chances de succès, plutôt que risquer une défaite écrasante qui démoraliserait pour longtemps les travailleurs et les désorganiserait.

Comme le disaient Marx et Engels dans le Manifeste communiste: «*Le résultat immédiat des luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs*». Il ne faut pas juger une lutte sur la seule base de ses résultats contingents immédiats. Voilà pourquoi il faut savoir apprécier les possibilités réelles de succès selon le rapport des forces à un moment donné et se donner des objectifs immédiats sur la base de ce rapport des forces, sans perdre de vue l'objectif à plus long terme du maintien et du renforcement de la solidarité et de l'organisation de classe. Il est clair que les travailleurs de Vir-

ginie n'avaient pas la capacité et l'organisation d'imposer un rapport des forces plus favorable pour aller plus loin (certains grévistes avaient proposé d'occuper le Capitole).

Secondo, au réformisme («taxer les riches») s'ajoute un procédé honteux: diviser les rangs des travailleurs en accusant les grévistes qui ont obtenu une augmentation d'être responsables des mesures d'austérité qui frappent les prolétaires (qui de toutes façons été prévues!) C'est digne des politiciens et des médias bourgeois qui aiment présenter certaines catégories de travailleurs comme des privilégiés. N'en déplaise au CIQI/WSWS, les prolétaires ne peuvent, tant que subsistent l'État bourgeois et le capitalisme, prétendre être victorieux en tout temps et en tout lieu, même en utilisant le moyen de la grève, même avec des méthodes classistes. Mais ce dont ils doivent être convaincus par contre, c'est qu'il n'existe pas de moyen plus efficace pour obtenir satisfaction.

Les travailleurs de l'éducation de Virginie ont ébranlé le maudit statu quo social en utilisant l'unique arme pour résister aux attaques capitalistes: la grève. Cette grève a été massive, unifiante et a suscité la solidarité de classe. Elle sert aujourd'hui d'exemple à des luttes de grande ampleur dans l'éducation en Arizona, au Kentucky, en Caroline du Nord, au Colorado, Oklahoma...

En Oklahoma, les coupes budgétaires ont été très importantes (-30 % en dix ans), les enseignants doivent payer une partie du matériel scolaire et les écoles doivent fermer un jour de plus en semaine pour limiter les dépenses de fonctionnement.

En Arizona, la situation est aussi dramatique: «*les classes sont surchargées, les bureaux cassés et non remplacés, les plafonds menacent de s'effondrer. Il manque des chaises mais pas de rongeurs qui envahissent les écoles, le matériel est hors d'âge et les bus scolaires ne sont pas équipés en air conditionné. Une des cartes affichées dans une classe indique encore l'Union Soviétique, des manuels parlent toujours du président George W. Bush*» (4).

Là encore, les travailleurs se sont organisés de manière autonome en prenant conseil auprès des grévistes de Virginie.

Ils ont préparé minutieusement la grève pendant deux mois avant de la déclencher. Cela a permis de rassembler plus de 100 000 personnes – travailleurs de l'éducation mais aussi des familles – dans un millier de manifestations le 11 avril, qui furent aussi des moments de discussion pour décider des formes de lutte à mettre en œuvre. Dès le 12 avril,

le gouverneur a ravalé sa proposition de 1 % d'augmentation et a annoncé une augmentation de 20 % du salaire des enseignants d'ici 2020 mais aussi une hausse du budget. Ce premier recul n'était pas suffisant pour les travailleurs car ils défendaient une augmentation pour tous les personnels et pas seulement les professeurs. Lors d'un vote, près de 80 % des 57 000 travailleurs participants se sont prononcés pour la grève. Celle-ci s'est déroulée du 26 avril au 3 mai, et elle a obtenu satisfaction: une augmentation immédiate des salaires de tous les travailleurs de 10%, à laquelle s'ajouteront 5% en 2019 et 5% en 2020.

LES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION ONT MONTRÉ QUE POUR LES EXPLOITÉS «NOTRE ARME, C'EST LA GRÈVE!»

Plus que jamais, face aux manœuvres du collaborationnisme qui met en avant ses «journées d'action», ses «grèves perlées» ou ses «grèves tournantes» lorsque tous les autres moyens légaux, juridiques et parlementaires ont été épuisés, les prolétaires doivent savoir que seule la grève sans préavis et sans limitation préalable de durée permet de construire le rapport de force le plus favorable pour l'obtention des revendications et permet d'unifier les luttes pour demain lancer une contre-offensive prolétarienne face aux attaques de la bourgeoisie

(1) «West Virginia Walkouts a Lesson in the Power of a Crowd-Sourced Strike», <https://www.nytimes.com/2018/03/08/us/west-virginia-teachers-strike.html>

(2) Des grévistes auraient dit aux responsables syndicaux: «Ou vous nous suivez, ou nous allons vous écraser!» Cf. <http://www.internationalist.org/westvirginiateachersrevolt1803.html>

(3) «Les leçons de la grève des enseignants de Virginie-Occidentale», <http://www.wsws.org/fr/articles/2018/03/09/pers-m09.html>. C'est aussi la position de la Tendance Communiste Internationaliste (Battaglia Comunista) dont l'antisindicalisme de principe lui fait s'opposer même aux organisations de travailleurs à la base (*rank and files organizations*): cf <http://www.leftcom.org/en/articles/2018-06-01/usa-the-role-of-the-union-in-the-teachers-strikes>

(4) «La révolte des enseignants aux États-Unis», npa2009.org

Italie : Soumaila Sacko, ouvrier agricole malien tué à coups de fusil dans la plaine de Gioia Tauro

Le 2 juin dernier, jour où la classe dominante italienne fête sa République «fondée sur le travail» comme le dit la Constitution, c'est-à-dire fondée sur l'exploitation de la force de travail salariée, quelques travailleurs immigrés fouillaient un édifice en ruine dans la plaine de Gioia Tauro (près de la petite ville de Rosarno, en Calabre) pour y trouver des planches afin de construire un abri pour se reposer, quand ils ont été attaqués à coups de fusil. Soumaila Sacko, 29 ans, touché à la tête, mourût lors de son transfert à l'hôpital tandis qu'un autre travailleur était blessé.

Ce n'est pas la première victime tombée dans cette plaine. En 2010 après une attaque à coups de fusil, les travailleurs agricoles africains manifestèrent à Rosarno, s'affrontant pendant deux jours à la police et à des groupes d'habitants (1). Deux ans auparavant deux ouvriers agricoles africains avaient déjà été blessés par des jeunes italiens qui les avaient attaqués à coups de revolver. En janvier de cette année une femme a été brûlée vive dans un incendie criminel dans un bidonville proche de Rosarno où s'entassent les travailleurs immigrés venus pour la cueillette des olives et des oranges, Selon des estimations non officielles mais jugées fiables, il y aurait dans la plaine de Gioia Tauro près de 5000 travailleurs immigrés, pour la majorité sans-papiers et vivant dans des conditions épouvantables (2).

La surexploitation à laquelle sont soumis des milliers de travailleurs immigrés souvent arrivés en Italie après avoir connu d'innombrables exactions, après avoir bravé les conditions les plus dures, en particulier en Libye, et les dangers de la traversée, est connue depuis longtemps; mais aucun organisme d'Etat n'est jamais intervenu pour y mettre fin; les seules interventions qui ont eu lieu l'ont été pour arrêter et expulser les sans-papiers – tout en laissant bien sûr une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci suffisante pour les entreprises agricoles locales, grandes ou petites.

Travailler 10 à 12 heures par jour dans les champs à récolter à la main des fruits et des légumes pour un salaire qui ne dépasse pas les 25 euros par jour (dont 10 sont retenus par les contremaîtres), vivre dans des logements précaires et être en butte aux violences racistes, tel est le sort de ces travailleurs immigrés.

Tant que le nombre de migrants était limité, la bourgeoisie italienne discutait

de règles pour l'accueil des étrangers et les demandeurs d'asile; mais quand le flux a atteint des proportions considérables, des lois ont élaborées pour s'opposer au phénomène de l'immigration «clandestine», établissant en outre une distinction entre immigrés «économiques» et réfugiés politiques. Depuis la dernière crise économique en particulier, avec ses conséquences désastreuses sur les pays du Moyen-Orient, les forces politiques bourgeoises, de droite comme de gauche, y ont répondu en construisant des centres de rétention, en faisant la chasse aux sans-papiers et en tentant de réduire au maximum le débarquement de migrants sur les côtes italiennes. Les accords européens de répartition de ces migrants dans les divers pays de l'UE n'ont pas été suivis d'effet; mais selon ces accords, l'Italie, pays d'entrée des migrants, a l'obligation de les identifier et d'expulser ceux qui ne correspondant pas aux critères établis. Cela a aggravé les difficultés de la bureaucratie italienne dont l'efficacité laisse en général à désirer, plongeant en conséquence beaucoup de migrants dans une existence précaire, les contraignant à vagabonder d'une ville à l'autre, à chercher des abris de fortune loin des yeux des habitants. Cela a amené de l'eau au moulin des politiciens de droite, et de la *Legha* en particulier, déjà défenseurs de l'*italianité* contre tout ce qui est étranger, ils se sont déchaînés contre les immigrés en général et contre ceux qui leur viennent en aide: «*ils nous envahissent*», «*ils prennent le travail des italiens*», «*ils violent les femmes*», «*ils violent*», «*ils tuent*»; Il faut donc les chasser et empêcher d'autres d'arriver. Au maximum, ceux qui font profession de charité chrétienne, soutiennent qu'*il faut les aider chez eux*...

Il ne s'agit pas là simplement de propagande électorale. Dans les périodes comme l'actuelle où les masses prolétariennes subissent plus violemment les effets de l'exploitation capitaliste et donc risquent de se révolter contre leur situation, les bourgeois ont tout intérêt à ce qu'elles dirigent leur colère non contre leur ennemi de classe – les capitalistes, leurs institutions et leur Etat – mais contre des couches sociales plus faibles, plus marginales et facilement identifiables. L'étranger, l'immigré, le noir, le gitan, l'homosexuel, etc., jouent alors le même rôle de bouc-émissaire qu'hier le juif.

C'est dans une telle période, où le prolétariat n'a pas encore la force d'en-

trer en lutte sur des bases de classe et de constituer ses organisations de défense classiste, que les membres de la petite bourgeoisie, les petits commerçants, les petits entrepreneurs, les petits propriétaires, sentent qu'ils doivent prendre en main, si possible en main armée, la défense de leur petite richesse contre «l'invasion étrangère» que l'Etat n'arrive pas à arrêter. Alors les petits bourgeois font pression pour que celui qui tue un voleur en fuite ne soit pas condamné; alors les petits bourgeois qui surexploitent les travailleurs immigrés se sentent le droit de tirer sur ceux qui sortent de leur bidonville pour aller récupérer des matériaux mis au rebut.

Au delà de ce qu'établira l'enquête judiciaire, il est incontestable que de tels crimes sont un résultat quasiment inévitable du climat de haine envers les prolétaires étrangers engendré par la campagne anti-immigrés des forces politiques qui sont maintenant au gouvernement.

Mais il ya un autre aspect important à prendre en compte: Soumaila Sacko était un militant de l'Union Syndicale de Base, une des rares organisations actives parmi les prolétaires marginalisés comme les travailleurs agricoles ou de la logistique, et qui sont en grande partie des travailleurs immigrés. On ne saura peut-être jamais si le jeune malien a été tué parce qu'il était entré dans une propriété privée, même à l'abandon, ou parce qu'il représentait une menace pour les exploiters.

Malgré toutes les difficultés certains migrants ont pu s'organiser pour se défendre sur le plan syndical, montrant dans un certain sens une énergie classiste qui fait largement défaut chez les prolétaires autochtones. La même énergie s'est manifestée dans le secteur de la logistique, où immigrés et autochtones se sont solidarisés en faisant grève en diverses occasions, comme à la GIS, à la TNT ou à l'Ikea de Piacenza.

Pour avoir des résultats positifs, pour qu'elle ne reste pas un épisode isolé et qu'il soit possible d'en tirer des enseignements, la lutte de défense des intérêts ouvriers doit conduire à l'organisation de classe. Il est impossible de dire si des syndicats comme l'USB, le Sincobas et autres pourront devenir l'embryon du futur syndicat de classe dont a besoin le prolétariat. La route sera longue et difficile pour que les prolétaires immigrés et autochtones puissent re-

(Suite en page 20)

Empoisonnement de masse, exploitation sauvage et répression sanglante. Le «miracle économique indien» dévore les prolétaires !

Le 22 mai dernier, la police a froidement assassiné une douzaine de manifestants (et en a blessé au moins une soixantaine) qui défilaient contre les dégâts causés par une fonderie de cuivre dans le Tamil Nadu. La manifestation qui a réuni plus de 20 000 personnes a été sauvagement attaquée par 1500 policiers à coups de matraques et de gaz lacrymogène. Lorsque les manifestants se sont défendus, des tireurs de la police ont fait feu sur les manifestants en visant la tête et la poitrine, avec donc la volonté claire de tuer. Cette sanglante répression n'est bien entendu pas une «bavure» mais la norme du fonctionnement de la démocratie indienne. Pour preuve, depuis plus d'un an, treize travailleurs de l'entreprise automobile Maruti-Suzuki sont emprisonnés à vie pour meurtre à l'issue d'un coup monté et d'un procès truqué.

Aux victimes de ce crime ignoble, s'ajoutent celles assassinées directement par la fonderie Sterlite depuis son ouverture au milieu des années 1990. Cette entreprise a déversé des déchets toxiques – arsenic, plomb, dioxyde de soufre... – dans les sols et les eaux, empoisonnant les nappes phréatiques et donc ceux qui consomment cette eau ou des produits de la pêche. Elle a également gravement pollué l'air: une étude de 2008 a montré que près de 15 % des personnes habitant à moins de cinq kilomètres de la fonderie souffraient de maladies respiratoires dues à la présence de mélanges de gaz et de particules. Aux victimes des pollutions industrielles doivent sans aucun doute s'ajouter des prolétaires salariés de l'entreprise morts à cause des conditions de travail

qui permettent à la fonderie d'être une des plus rentables du monde.

Ce sont les nuisances qui ont provoqué des réactions de colère de la population ouvrière et pauvre de la région. L'annonce de l'autorisation de doubler sa capacité de production, et d'en faire la deuxième grande fonderie de cuivre du monde, est à l'origine des manifestations.

En se développant de façon intense et rapide, le capitalisme indien ne fait qu'accentuer ce que Marx et Engels appelait, dans *Le Manifeste*, la «*guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie*». La campagne contre la fonderie s'inscrit dans un mouvement de fond de revendications et de révoltes prolétariennes: en 2016, le Tamil Nadu a connu en moyenne 47 grèves ou manifestations par jour. En Inde aujourd'hui comme en 1848 en Europe, «le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables» (*Le Manifeste*).

Le prolétariat et les masses rurales affamées ne peuvent attendre leur libération, ou même l'allègement de leur oppression, ni de la bourgeoisie qui les domine; ni des faux communistes du PCI ou du PCI(M) lèche-bottes du Parti du Congrès; ni des maoïstes chantres de la paysannerie et d'un développement ca-

pitaliste indépendant au nom de la «révolution par étapes»; ni, non plus, des trotskistes comme ceux de la New Socialist Alternative (membre du CWI) défenseurs des «services publics» et des «nationalisations».

Seule la révolution prolétarienne – entraînant les masses populaires avec les prolétaires à leur tête – pourra mettre fin au règne sanglant et mortifère du capital en Inde.

L'énergie sociale qui s'accumule dans la poudrière indienne produira nécessairement, malgré la répression féroce, des explosions d'une importance capitale et capables de secouer en retour les grandes métropoles impérialistes.

L'avenir est à la lutte prolétarienne, en Inde comme partout!

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne: Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Troisième liste 2018

Aix: 16,00 / Alain: 600,00 / Eric: 12,50 / Paris: 900,00 / Pour la diffusion de la presse, Daniel: 488,50 / Pour le parti, L.: 650,00 / Victor: 20,00

Total liste: 2687,00

Total général: 5173,70

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

Italie : Soumaila Sacko, ouvrier agricole malien tué à coups de fusil dans la plaine de Gioia Tauro

(Suite de la page 19)

constituer un grand réseau organisationnel sur le terrain de la défense immédiate, en dehors des orientations collaborationnistes et des illusions démocratiques et pacifistes. Il n'y a pas de doute que l'apport des prolétaires immigrés sera non seulement important

mais même décisif, étant donné que les patrons s'appuient sur la concurrence entre prolétaires nationaux et étrangers pour affaiblir toute la classe ouvrière. Oeuvrer à la solidarité avec les travailleurs immigrés est donc une nécessité pour arriver demain à l'unification des luttes prolétariennes en une grande lutte anti capitaliste. C'est l'objectif que se donnent dès aujourd'hui les communistes révolutionnaires.

(1) Voir «La révolte des travailleurs immigrés de Rosarno», *Le Prolétaire* n°2009 (janvier-février mars 2010).

(2) cf *La Repubblica*, 26/4/2018